

LETTRE AUX COMMUNAUTÉS



Mission
DE **F** R A N C E

POLITIQUE ET CITOYENNETÉ

mars - avril 1995

35 F

Citoyen de la ville

Sur les bancs de l'école

Citoyens du monde
... tenter le possible

Politique et citoyenneté
... Isoloir et frontières

171

171 - 1995

MISSION DE FRANCE ET ASSOCIATION

Sommaire

Edito	Le comité de rédaction	p. 1
Sur les chemins des hommes	Louis MORTEAU	p. 3
50 ans de politique	Michel BUSSIÈRE	p. 11
Citoyen de la ville, risques et chances	René SANTRAINE	p. 20
Sur les bancs de l'école	Danielle BETHMONT	p. 30
Entre l'hexagone et le monde, espaces de citoyenneté	Yves PITETTE	p. 36
Un nouveau lieu politique, la région	Bernard LACOMBE	p. 43
Citoyens du monde	Jean BIEHLER	p. 50
Politique et citoyenneté	François MARTY	p. 62
SOURCES	Lettre à Diognète	p. 72
UN LIVRE - UN AUTEUR		
Vie et mort de l'image - Régis DEBRAY		p. 75
EN LIBRAIRIE		p. 78

La Lettre aux Communautés est un lieu d'échange et de communication entre les équipes de la Mission de France, les équipes diocésaines associées et tous ceux, laïcs, prêtres, religieuses, qui sont engagés dans la recherche missionnaire de l'Eglise, en France et dans d'autres pays. Elle porte une attention particulière aux situations qui, aujourd'hui, transforment les données de la vie des hommes et la carte du monde. Elle veut contribuer aux dialogues d'Eglise à l'Eglise en sorte que l'Evangile ne demeure pas sous le boisseau à l'heure de la rencontre des civilisations.

Les documents qu'elle publie sont d'origine et de nature fort diverses : témoignages personnels, travaux d'équipes ou de groupes, études théologiques ou autres, réflexions sur les événements... Toutes ces contributions procèdent d'une même volonté de confrontation loyale avec les différentes situations et les courants de pensée qui interpellent notre foi. Elles veulent être une participation active à l'effort qui mobilise aujourd'hui le Peuple de Dieu pour comprendre, vivre et annoncer plus fidèlement l'Evangile du Salut.

En programmant pour le mois d'avril 1995 un numéro sur le thème "Politique et Citoyenneté", le comité d'orientation de notre revue avait en tête, bien sûr, les échéances électorales françaises. Mais, l'occasion faisant le larron, il a surtout voulu pointer un débat de fond, présent dans toute la société française, présent aussi dans l'Eglise et dans la Mission de France.

Le risque existe de faire de ce débat un procès d'intention en l'enfermant dans une querelle de générations : il y aurait la génération de l'après-guerre, celle des militants politiques et syndicaux, et puis celle de l'après-68, celle du cocooning individualiste et des coups-de-gueule sans lendemain. Il y aurait l'action sur les causes, et celle sur les symptômes. Autant de lieux communs faciles, commodes, aveuglants.

Ce numéro donne tout d'abord la parole à trois prêtres de la Mission de France, tous trois dans la soixantaine, qui évoquent leur cheminement politique. Si elle l'a parfois toléré, le moins qu'on puisse dire est que l'Eglise n'a jamais encouragé les prêtres à s'engager politiquement. Alors quelle mouche a piqué ceux-là ? Déjà la question apparaît moins simple, car, s'en tenir à constater que la société a changé, que l'enthousiasme de l'après guerre et du Concile a été

érodé, est-ce honorer ce qui sous-tend ces témoignages de “bonne foi” : la question de l’homme et l’appel de l’Evangile ? Les réflexions qui suivent ouvrent des pistes.

Commençons par un visage, évoqué par Danielle Bethmont : celui de ce petit bout de chou, venu de sa cité pour entrer en sixième. Il est long le chemin pour faire d’un petit délégué de classe un citoyen responsable ! Il lui faudra prendre ses marques dans un espace qui, comme le montre Yves Pitette, a profondément changé. Aux lieux traditionnels du débat démocratique, d’autres se sont ajoutés, souvent méconnus, comme le Conseil Régional évoqué par Bernard Lacombe. Mais aussi, et c’est le mérite de la réflexion proposée par Jean Biehler à propos de l’humanitaire, l’arrière-fond d’incertitude et de non-sens, modifie radicalement le rapport au politique. Que devient le citoyen sur un sol qui se dérobe ?

François Marty, dans son étude, nous remet en quelque sorte devant les échéances. Il scrute ces mots courants que sont l’égalité, la fraternité, la liberté, la confiance et l’autorité et nous invite à creuser la notion de frontière.

“Ce que l’âme est dans le corps, les chrétiens le sont dans le monde”, cette phrase des Pères apostoliques, que nous citons dans notre rubrique “Sources”, peut paraître bien prétentieuse. Ce serait mésestimer la révolution qu’elle indique, celle de reconnaître à l’homme dans le monde le rôle animateur jadis réservé à Dieu. A nous d’assumer aujourd’hui l’héritage de cette révolution.

Le comité de rédaction

Sur les chemins des hommes

Louis MORTEAU

Louis Morteau, prêtre de la Mission de France, est élu sur une liste municipale depuis 1988. Engagé sur des terrains de solidarité depuis 1948, il décrit un chemin de quarante années qui éclaire particulièrement sa situation d' élu et déstabilise les grilles habituelles de réflexion.

«Si tous les chemins mènent à l'homme ou passe celui de Dieu ?»

L'HISTOIRE, avec ses coups de balancier, semble se dérouler, aussi étrangère à nos humbles décisions, que le rythme du temps et des saisons.

. Pourtant, si nous sommes un tant soit peu motivés et à l'écoute des événements, des messages possibles nous incitent à des choix déterminants.

. Se pose alors une question : à partir de quelles motivations opérer ces choix : la carrière – la réussite à tout prix – la place ou le service de l'Homme dans la société ?

. A partir de là, si nous sommes croyants, que vaut encore l'intervention du Christ dans notre Histoire ?

. N'a t'il pas épousé à 100% la condition humaine ?

. N'a t'il pas rêvé d'un peuple nouveau, où les rapports de force seraient inversés ? Où la "Non Violence" placerait le

"Pauvre en premier" ?

Dès le départ, la réponse à ces questions a hanté les prêtres de la MDF, soucieux de "coller au réel". Nos réponses ont été multiples, mais, la plupart du temps, elles ont débouché dans la militance, sous des formes variées. Des temps d'inculturation ont été nécessaires. Le tout, étroitement lié à notre ministère.

. Comment alors, comprendre la curieuse réflexion d'amis, disant au prêtre-ouvrier, arrivé à la retraite : «*A présent, terminé ! Tu vas pouvoir reprendre ton ministère*». Comme si tout le reste, vital pour nous, n'avait été qu'une parenthèse...

. Dans la Bible, le prêtre et le prophète n'ont jamais été très cousins germains. Tenter de vouloir unir individuellement et plus encore, collectivement, ces deux perspectives, c'est aller au devant de réactions inévitables et de nouvelles questions.

. Pour parler plus concret, je livre ici, à l'état brut, quelques échos personnels de mon propre parcours, glanés à travers le vécu de tous les jours et liés en permanence aux engagements d'une équipe.

Otage ou Caution ? Le poids d'un choix :

"Disponible" et "Envoyé à tous" le prêtre peut-il rester "l'homme de tous" ? : Militance et Ministère.

En 1948 - Aux limites de mon secteur rural incrusté dans son village depuis le début du siècle, et pratiquement abandonné, un vieux curé se mourait.

Après les lois de 1905, sous la poussée des gens, le maire entendait utiliser les cloches pour les obsèques civiles. Mais, au tribunal le curé avait gagné...

A distance, il me racontait cet épisode, ajoutant tristement : «*Il y avait encore à l'époque, 80 personnes dans mon église. Aujourd'hui : 6 !*» Pour cette raison, et sans doute beaucoup d'autres, tout le monde lui avait tourné le dos. De quoi faire réfléchir aux choix et aux options.

En 1954 - A l'autre bout du département, une ville ouvrière : 15.000 habitants, perd son curé. Pour la nouvelle prise en charge, la MDF est sollicitée. Je venais d'y poser mes valises, quand, la nuit suivante,

un incendie ravage la mairie. Un véritable feu d'artifice. Les munitions destinées à fêter le 14 Juillet venaient d'être entreposées, juste sous le campanile ! Le surlendemain, dans toutes les boîtes aux lettres, ce tract : *«Néron a incendié Rome. Il a accusé les chrétiens. Hitler a mis le feu au Reichstag, il a accusé les juifs... Le maire communiste de R. ravage les bâtiments municipaux, il accuse la Droite.»* Conséquences : J'étais déjà "catalogué".

En 1958 - *«Ils vont à la chasse aux arabes»*. C'était la réflexion d'une femme, sur le quai de la gare, au départ d'un train de réservistes rappelés en Algérie. Cette réflexion, nous l'avions reprise en titre pour l'édito de notre feuille mensuelle. Du coup (ajoutés à d'autres)... c'est de l'évêché qu'arrivent les interdits.

- Sur ces entrefaites, le maire est arrêté par la police. On avait trouvé dans sa voiture, des tract anti OAS. Traduit en justice il est suspendu de ses fonctions. Son avocat me demande de témoigner de son honorabilité.

- Par ailleurs, nous étions soupçonnés d'encourager les jeunes objecteurs de

conscience à refuser les armes et l'Algérie.

C'en était trop : bientôt la DST venait perquisitionner la maison et un collègue allait en faire les frais, par la prison.

Aventurer le prêtre hors des courants traditionnels et rejoindre les problèmes cruciaux de la vie, c'est remettre en cause la façon habituelle d'identifier le ministère et donc, déstabiliser.

1954 - C'était les mesures du Vatican contre les P.O.. Dans notre équipe, deux prêtres continuaient à travailler sous forme artisanale, à mi-temps, et deux séminaristes stagiaires prenaient chaque jour le chemin de l'usine.

MORALITÉ : Face à la contestation grandissante de nos responsables diocésains, notre équipe, à grand regret, a fini par plier bagages, sans possibilité réelle de s'expliquer, pour ne pas aggraver la situation. Mais quel gâchis pour tous ces gens que nous aimions.

En 1969 - Un phénomène analogue, mais d'une autre ampleur, allait se reproduire au plan national. A l'époque, la prise

en compte collégiale de la MDF se trouvait en voie de grande détérioration. Ne pouvant plus assumer, le Conseil dût remettre sa démission, avec celle des responsables régionaux. (J'en faisais partie depuis cinq ans.) Choix crucial s'il en fût !...

1970/1971 - Vous avez dit : Lutte des classes.

Me voici appelé au bureau du patron : (Depuis six mois, je travaille dans une usine de "mécanique de précision" (120 salariés).) Il m'invite à "signer". Je pensais à mon embauche définitive. Or, c'était l'inverse ! Pourquoi ? : Avec les camarades, nous avons commencé à mettre en place une section syndicale. Par ailleurs, à la St Eloi, je n'avais pas cotisé pour la gerbe traditionnelle offerte au patron... J'étais donc dangereux.

Je connais alors le chômage... Puis je retrouve ailleurs un emploi. L'usine compte 1.000 salariés. Je travaille en atelier de galvanoplastie. Au bout de quelques semaines, l'ingénieur passe. C'est bon pour l'embauche. En fait, le jour même, un gardien me conduit au bureau du personnel. C'est le licenciement ; le téléphone a

fonctionné ! Je suis reconduit à la porte de l'usine, sans pouvoir saluer les copains ! Une voiture m'attend et me dépose chez moi. C'est un Vendredi Saint. Il est 3 heures...

Au départ, l'évêque nous avait dit : «*La Rue sera votre Eglise, et, l'Usine votre cloître.*» A présent, notre évêque me téléphone toutes les 48 heures, pour savoir si j'ai retrouvé du travail : je dois me cramponner ! Quel encouragement inespéré !

En 1972 - Un car nous bimbale... Il est bourré d'immigrés. Après 30 kms, voici l'usine. Cinq cheminées crachent, en continu, une épaisse fumée. Dans ma division, un four de 280 tonnes de verre en fusion alimente jour et nuit les chaînes de production. Nous fabriquons des écrans de télévision et des ampoules cathodiques sans discontinuer. Dans cette unité de 4.000 salariés, les équipes se relaient trois fois par jour (3x8 continu).

Pour moi, c'est le temps de la plongée dans l'incognito. Temps d'inculturation, d'écoute dans la prière silencieuse, accompagné par la cadence des machines et je connais la monotonie et la fatigue. Par

contre, je fais très vite une découverte : ici, la CGT est très implantée. En effet, 18 mois plus tard, je suis sollicité, et me voici délégué du personnel et membre du C.E.. Protégé alors par mon mandat, je peux enfin intervenir sans problème, dans l'atelier comme dans les bureaux.

Outre les relations de travail, des liens de camaraderie et d'amitié se tissent au fil des jours. Ayant repéré mon identité, seuls les Portugais resteront méfiants, pensant qu'un jour, la direction me récupérerait "dans les bureaux".

Mais, bientôt tout va changer. Un dimanche après-midi, dans le couloir de la cantine, j'affichais un communiqué sur les panneaux syndicaux. Derrière moi, quelqu'un surgit et s'arrête avec cette réaction inattendue : *«Encore la subversion ! Le Christ n'a pourtant pas prêché la "lutte de classes" mais la fraternité !»* Je me retourne, c'est l'ingénieur de la centrale (il est pratiquant). Une discussion s'engage, des camarades passent et s'arrêtent... Le ton monte. Pour ne pas faire d'esclandre, je lui propose un rendez-vous, afin de mieux s'expliquer. J'attends encore !

En février 81 - Toute production est arrêtée. L'usine est un désert. C'est la grève avec occupation des entrées. Il s'agit de sauver 400 emplois. (L'entreprise vient de passer aux mains d'une multinationale USA. C'est la restructuration.) Mais, au bout de quinze jours, arrive l'essoufflement. Une chaîne s'est remise en route dans mon secteur. Alors, avec un autre délégué et cinquante syndiqués, nous décidons un forcing et c'est le blocage des entrées en pleine nuit. Dès le lendemain, un télex de la direction m'interdit d'usine, avec licenciement à la clé. Aussitôt dans un tract, le télex est publié et diffusé partout. C'est le "quitte ou double"... et la grève repart à 100%. Au bout de quinze jours, la direction devra enfin céder. Les emplois sont sauvés et les sanctions levées.

Au bureau syndical, en faisant la relecture des événements, nous découvrons la fragilité mais également la force d'un mouvement unitaire dans la solidarité.

Pour ma part, j'ai compris combien les démarches syndicales et souvent obscures du délégué, pouvaient faire surgir un élan extraordinaire de réciprocité collective.

A partir de là, face aux acquis sociaux si souvent remis en question, dès le lendemain, comment ne pas s'insurger et aller plus loin. Depuis des mois, c'était le but rêvé avec le fameux "programme commun" et le changement de société. La section PCF d'entreprise s'activait dans ce sens, rappelant l'urgence de s'attaquer à la racine, donc aux "causes". Comme l'expliquait un parlementaire : *«"Arriver à grignoter le gâteau" et même "partager le manteau" comme St Martin, c'est bien. Mais, oeuvrer pour qu'un jour chacun ait le sien tout entier, c'est la justice. C'est mieux !»*

A partir de ces engagements comme acteur ou témoin, dans ces créneaux syndicaux ou politiques, on a situé le prêtre "aux frontières" ou au coeur de nouvelles "Galilées".

Mais, que devient cette aventure quand l'heure de quitter les bleus de travail a sonné ?...

Pour ma part, j'ai pu investir davantage du côté du diocèse :

- présence au Conseil presbytéral (pour les prêtres au travail) ;
- accompagnements d'équipes d'adultes vers le baptême.

Mais, avec l'accord de notre évêque, mon attention va se porter sur "la vie interne de l'agglomération". Et encore, le terrain syndical avec une présence à "l'inter-professionnelle" des retraités CGT et par là, en liaison avec les actifs :

- A l'union locale, nous poursuivons les analyses de société, souvent comparées à une relecture du passé.

- Ainsi, je découvre mieux les profondes expériences spirituelles vécues par mes camarades. Je les entends encore me raconter à tour de rôle un certain jour, comment, d'anti-cléricaux et sectaires, qu'ils étaient, ils ont progressivement révisé leurs positions.

Leur souci se situe dans la tolérance : travailler à l'éveil des consciences et aider leurs adhérents à rester des citoyens à part entière.

En 1988 - Jusqu'à cette date, depuis vingt ans Pierre vivait avec moi comme P.O. sur ce terrain et participait au Conseil Municipal. Mais, il vient de partir rejoindre de plus démunis encore, en Uruguay. Or, le temps des élections est là.

Le maire (PC) me propose de faire

partie de sa liste : liste d'union. Il me confie ensuite le "service du logement" (650 dossiers en attente). En acceptant, j'entre dans la stratégie municipale avec ses priorités : emploi – logement – cadre de vie – secteurs sociaux et culturels. La consigne : «*Dans la commune, chacun compte pour un*». La ville, (avec ses 15.000 habitants) se présente avec des quartiers de 20 à 50% d'immigrés.

Dès ma première permanence, je réalise la difficulté : «*Je n'ai plus qu'une clé, Monsieur, celle de ma caravane*»... Suite à cette jeune femme abandonnée, c'est un couple de jeunes qui galèrent. Et le Turc, dont la femme a dû rester au pays. Et ce couple, en voie d'expulsion... Militer, ce sera donc, d'abord : écouter puis, intervenir à différents niveaux : organismes logeurs – CCAS bureau municipal – sous préfecture – comités de locataires – journal municipal, etc..

Conclusion

Non "tous les chemins ne mènent pas à l'Homme" ; mais, tous les chemins de l'Homme peuvent conduire à Dieu. En tout

cas, pour l'Eglise, c'est la "route obligée".

La militance, pour le prêtre, n'a donc rien d'insolite. Elle peut s'accrocher à sa vie d'homme et de chrétien. Elle peut être requise par l'exercice de son ministère. Bien plus, loin d'être "incompatible" si elle est **service** elle peut devenir : appel, signe et caution d'une Parole.

Bien sûr, comme tout engagement, elle est susceptible d'ambiguïté. C'est pourquoi, à l'intérieur même d'un Parti ou d'un Mouvement, le prêtre doit veiller à n'être l'inconditionnel de rien ni de personne. Au-delà de toutes les tactiques, la référence, c'est d'abord l'effort de fidélité aux impératifs évangéliques. Les responsabilités confèrent un **pouvoir certain**. Il doit rester **Service**. L'aventure en vaut la peine.

C'est une chance inouïe pour un prêtre de pouvoir participer à cette découverte et d'en vivre. St Paul, en son temps, ne parlait-il pas déjà de création en enfantement... L'ébullition de notre monde actuel, le démontre bien.

Tout reste toujours en genèse. Malgré les tâtonnements, les échecs et la perte du sens, l'Histoire, pour nous, reste ouverte.

Pour cette contribution, on m'a demandé de réagir à partir de ma situation d'élu. J'ai surtout répondu par un récit : écho d'un vécu. Mais cette relecture est trop rapide pour être évidente.

J'espère malgré tout, avoir permis de saisir, qu'à travers le rapport "**Militance & Ministère**", se noue, à chaque étape, une alliance et une interaction. Ce mariage est donc, plus un réflexe, une adaptation, qu'une tactique. Il s'opère là un déplacement repérable en des lieux et milieux précis. Cette "délocalisation, par choc en retour, situe autrement le prêtre" sur un territoire donné – et cela sous l'éclairage d'autres témoignages.

Le visage d'une Eglise se modifie et interpelle autrement. Au sens moderne du mot, nul n'oserait parler de la militance de

Jésus-Christ, c'est vrai ! Pourtant, à nos yeux, Il en est bien **la source et le point de référence** pour chacun de nous. Etre entendu de tous, est une autre chose : N'a-t'il pas parlé lui-même de "Signes de contradictions" ? Le disciple n'est pas plus grand que le maître, mais, s'engager encore dans une telle aventure, quelle chance pour nous et pour l'Eglise aujourd'hui !...

Bien enraciné dans une Histoire juive, Jésus de Nazareth a renoué une Alliance déjà ancienne - appelant chacun à la confiance. Après lui, un peuple s'est mis en route. NOUS EN SOMMES : témoins à des stades multiples de cette immense tendresse de Dieu pour tous les Hommes de tous les temps.

50 ans de politique

Michel BUSSIÈRE

Michel Bussière, prêtre de la Mission de France, nous fait partager son itinéraire : de la JEC des années cinquante à la section d'un parti politique d'aujourd'hui. Lorsqu'une vocation s'enracine dans des engagements et des solidarités, cela dessine un visage de prêtre, des choix et une cohérence.

Un engagement politique et les réflexions qu'il inspire s'expliquent par des motivations idéologiques et la rencontre d'un parti pour les mettre en oeuvre, mais aussi par une histoire personnelle. Je vais donc commencer par retracer mon itinéraire politique.

Né de parents bourgeois traditionnels ; élevé à l'école "libre", j'ai d'abord pratiqué la religion des années trente. Bon élève au catéchisme comme en classe, j'avais cependant un certain esprit frondeur.

Alors éclatèrent les grèves de 36 dans ma petite ville ouvrière de Thiers. J'habitais à 200 mètres du marché couvert où se tenait le meeting permanent, avec des haut-parleurs qui diffusaient l'Internationale. A 10 ans, je l'ai vite apprise par coeur (et je la sais toujours !) et l'ai chantée un jour dans les couloirs de l'école, ce qui m'a valu de copier le verbe «*je chante l'Internationale dans les escaliers*» ; un premier signe !

Puis ce fut la guerre et l'Occupation, pendant que j'étais pensionnaire dans un collège diocésain. C'est à ce moment que

s'est faite la rencontre décisive de ma vie : celle de la JEC, à laquelle j'ai adhéré à 16 ans. J'y ai découvert une autre religion que celle de mes parents et de mes maîtres : celle de l'Évangile et de l'adhésion à la personne du Christ, avec le désir de changer le monde avec lui ; ce monde que j'apprenais à voir dans le "programme d'année" intitulé "la question sociale". Dès lors j'étais "engagé" : je serais un militant, toute ma vie...

En arrivant à la Fac à Lyon, je me suis engagé de suite à l'UNEF, ai été délégué d'amphi et bientôt élu président de la section Fac des Sciences. Dans le même temps, j'adhérai à l'Union des Chrétiens Progressistes. Puis je suis tombé malade et suis parti au sana des Étudiants, près de Grenoble. C'était une véritable ruche idéologique, où les groupes chrétiens, communistes, rationalistes, etc., se livraient une concurrence amicale. J'y ai animé un groupe "Économie et humanisme", tout en étant secrétaire de la section UNEF. A la postcure de Grenoble, c'est au Mouvement de la Paix que je me suis rattaché.

On était en 1950. Depuis sept ans j'avais "entendu l'appel" au sacerdoce et

avais contacté la Mission de France. Grâce à elle, je pouvais m'engager dans cette Église qui venait de condamner l'Union des Chrétiens Progressistes. J'y mènerais le même combat que dans toute autre institution. Ma santé ne me permettant pas d'entrer de suite à Lisieux, c'est au séminaire universitaire de Lyon que j'ai commencé ma formation. Je fréquentais alors "Jeunesse de l'Église"... bientôt condamné ! En vacances, j'allais à Grenoble voir un ami, militant MLP ; avec lui et les communistes du coin, je faisais du porte-à-porte le dimanche pour faire signer contre la guerre d'Indochine. Enfin en 54, j'inaugurai Pontigny, l'année de la condamnation des P.O. Il fallait y croire !

Ordonné en 56, j'ai été d'abord en paroisse ouvrière à St Dizier, puis aumônier des étudiants du Technique Sup à Paris. En 68, je suis devenu technicien moi-même, dans une société de services en informatique où venait de se créer une section CFDT. J'y ai de suite adhéré et suis bientôt devenu délégué syndical.

Pendant toutes ces années je suivais avec attention la politique sans trouver où m'engager. Je votais régulièrement pour le

PC, car il était alors le seul à combattre la guerre d'Algérie et à mener les luttes sociales, la SFIO me hérissant par ses trahisons. Mais je n'ai jamais eu envie d'y adhérer ; car je ne pouvais admettre le "centralisme démocratique" ni sa conception léniniste de parti unique des Travailleurs. C'était une véritable "église" dans le domaine politique, réclamant une adhésion de type religieux que je refuse dans ce domaine. Quand est né en 71 le nouveau Parti Socialiste, je m'y suis de suite intéressé. Alors en 74, quand l'élection de Mitterrand a été manquée pour quelque 300.000 voix, je me suis dit qu'il fallait m'engager, et j'ai adhéré.

*

**

Ces 21 ans vécus à la section de Boulogne-Billancourt m'ont appris ce qu'est l'engagement politique au quotidien, dans un parti. Un engagement de militant, sans aucune ambition de carrière politique (ce qui serait parfaitement légitime ; mais ce n'est pas mon choix). On m'a proposé d'être candidat aux municipales en position éligible ;

mais j'ai préféré laisser cette place à d'autres plus doués et plus disponibles. J'ai choisi d'être au service de la section, dans un type de présence analogue à celui que j'avais dans l'entreprise comme délégué syndical. Je suis son "secrétaire administratif" ; ce qui me met en relation avec tous.

Je suis connu comme le loup blanc et tous, sauf les derniers arrivés, savent qui je suis. Mais le PS est un vrai parti laïque et le chrétien, ou le prêtre, n'y jouit d'aucun préjugé favorable et ne fait l'objet d'aucune "récupération" pour son appartenance religieuse. Il doit faire ses preuves, sous l'oeil vigilant des vieux socialistes anticléricaux et parmi la majorité indifférente. Mais l'ambiance est conviviale et, au bout de quelques années, l'estime se manifeste.

Parti laïque, et parti de liberté dans le pluralisme. Le système des "courants" donne aujourd'hui une image lamentable, mais il n'en a pas toujours été ainsi. C'est l'antithèse du "centralisme démocratique". Quand j'ai adhéré en 74, je me suis inscrit au "CERES" de J.P. Chevènement pour appuyer "l'ancrage à gauche" du parti. Je

l'ai quitté quand il a changé de nom et de nature pour servir surtout la promotion de son leader. J'ai rejoint Jean Poperen et son "Contrat social". Mais lui aussi est entré dans le jeu des alliances et des luttes de clans pour le pouvoir dans le parti. Telle est la dérive que connaît depuis quelques années le système des courants. Aujourd'hui, la base rejette de plus en plus ce système. Moi-même, me détachant de mon courant, je suis intervenu vivement dans ce sens, notamment au congrès fédéral qui a précédé celui de Liévin ; dénonçant les manoeuvres d'appareil et la cooptation des délégués au congrès national par les courants, j'ai refusé le mandat qu'on m'avait attribué. Cette contestation qui se développe dans le parti a abouti à l'élection de Lionel Jospin comme candidat à la présidence par 66% des voix, score sans rapport avec le partage en courants.

*
* *

Cette expérience personnelle m'inspire quelques réflexions sur la

politique. Aujourd'hui un certain nombre de chrétiens militent dans des partis politiques, notamment au PS. Mais la plupart des gens désireux de militer, chrétiens ou non, préfèrent s'engager dans des organisations caritatives ou plus idéalistes, par exemple pour la paix ou l'aide au Tiers-Monde. La politique apparaît trop complexe, trop sordide avec les "affaires" ou les manoeuvres d'appareils. L'action caritative est plus idéale et aussi plus gratifiante, car on est en relation avec des personnes concrètes et on voit ce que leur apporte l'action.

Il faut sortir de ce dualisme. La politique et l'entraide sont toutes deux nécessaires et complémentaires. La politique n'est pas plus "sale" que n'importe quelle autre entreprise humaine ou institution. L'attrait du pouvoir a des effets pervers partout (y compris dans l'Eglise) quand il supprime le désir de servir. Mais l'action politique permet de secourir les gens sur une échelle plus vaste. L'entraide peut toucher de nombreuses personnes, mais ce ne sera toujours qu'une petite partie des gens en difficulté ; faire passer une loi comme le

RMI ou le salaire minimum ou la Sécurité Sociale, c'est améliorer la condition de TOUS ceux qui répondent à certains critères. Mais cela prend du temps et on ne va pas laisser tomber ceux que l'on peut secourir de suite. L'abbé Pierre a parfaitement compris cette complémentarité ; il a eu cette formule que je cite approximativement, de mémoire : *«Devant toute misère, applique-toi non seulement à la soulager immédiatement, mais à en supprimer les causes ; applique-toi non seulement à en supprimer les causes, mais à la soulager immédiatement»*. Bien sûr, l'action politique est moins gratifiante ; car les résultats sont longs à obtenir et on n'en recevra pas de remerciements ! Mais, de ce point de vue elle est plus exigeante et - hormis l'attrait du pouvoir - plus désintéressée. C'est pourquoi un document d'Eglise, dont j'ai perdu la référence, a dit que *«la politique est la forme la plus accomplie de la charité»*.

Comme on ne peut pas se consacrer également à ces deux formes de "charité", chacun choisit celle qui lui convient le mieux. J'ai choisi la politique comme

engagement principal. Mais je fais partie aussi d'une petite association qui entretient une cantine pour enfants dans un bidonville au Pérou. J'ai aussi adhéré à l'association boulonnaise "Un logement pour tous", qui agit pour faire attribuer un logement décent à des familles en difficulté. Là on touche à la politique, car on s'adresse à la municipalité et aux pouvoirs publics : interventions des élus PS-PC au Conseil municipal, délégation auprès du maire, manifestations dans la rue et pétitions pour réclamer la réquisition de logements vides répertoriés ; nous sommes actuellement en pleine action.

*
* *

La politique n'est pas l'idéal ; elle est du domaine du relatif. L'idéal lui donne ses motivations et ses objectifs ; mais la réalisation est ce qui est possible à un moment donné, en fonction du rapport des forces (car il y a des oppositions) et des contraintes extérieures. Si on tient le raisonnement du verre à moitié vide, on est toujours déçu ; mais si on pense au verre à

moitié plein, on peut être content du chemin parcouru.

Cette problématique est particulièrement cruciale dans le problème de la paix internationale. Pour les pacifistes, le refus de toute intervention armée est un absolu. Ils ont l'esprit fixé sur les morts qu'entraînerait cette intervention. Les responsables politiques, eux, ont le devoir d'évaluer les morts et les dommages qu'entraînerait la non-intervention (quand on doit constater l'échec d'une solution négociée, bien entendu). C'est pourquoi, au risque de choquer des frères MDF, je dis sans regret que j'ai approuvé, avec mon parti, la guerre du Golfe, et que je suis partisan aujourd'hui d'une fermeté plus cohérente de l'ONU face à l'agression serbe. Ce sont deux cas où la négociation, après deux ans d'efforts, est dans l'impasse ou ne pourrait être conclue qu'aux dépens de l'agressé avec des conséquences incalculables. On sait, depuis Munich en 1938, qu'on n'achète pas la paix en cédant à l'agresseur. Il serait trop long de développer ici ce point de vue, mais je suis prêt à en discuter.

L'humanité, comme l'a montré

Teilhard de Chardin, est en évolution et émerge lentement de l'animalité, avec des avancés et des reculs. Elle n'en est pas encore à la maturité qui permet à tous les conflits de se résoudre d'emblée par la négociation. Devant certaines menées idéologiques et expansionnistes, il faut encore une police qui s'oppose à la supériorité de l'agresseur ; mettre fin à cette supériorité est la condition nécessaire pour qu'ait lieu une vraie négociation. Le progrès possible aujourd'hui, c'est que cette police ne soit plus l'oeuvre d'une ou deux superpuissances, mais celle de la communauté internationale, en fonction du droit. Les atermoiements de l'ONU et de l'Europe dans le conflit yougoslave constituent, de ce point de vue, un triste recul.

*

**

En parlant de Teilhard, je vois que je me suis peu exprimé sur les liens entre ma foi, mon sacerdoce et mon engagement politique. Comme je l'ai dit en commençant,

cet engagement s'est décidé dès ma jeunesse, avant que j'entre au séminaire ; je crois que si j'étais resté laïc, il aurait été le même. Mais j'y trouve aujourd'hui le lieu de mon "être avec", comme les prêtres-ouvriers qui avaient déjà travaillé avant de devenir prêtres.

Je relie cet engagement à ma foi selon deux motivations. La première est celle que je viens d'évoquer : la présence à un groupe de gens, en majorité incroyants, dont je partage les luttes et les espoirs ; présence qui peut être un témoignage que mon éthique rejoint la leur, dans l'action et dans ma contestation de certaines dérives. «*Tu es, m'a dit une camarade, le premier chrétien avec qui je suis d'accord sur le plan des idées*».

La seconde est la participation à l'oeuvre créatrice de Dieu qui fait avancer l'humanité. En travaillant avec d'autres à des objectifs précis de justice et de démocratie, je suis acteur de cette avancée. «*L'ultra-humain est en marche*», écrit Teilhard dans un texte inédit de 1949 que nous venons d'étudier dans notre atelier "Actualité de Teilhard de Chardin". C'est la

perception que m'avait donnée la JEC au milieu de la guerre, et mon engagement est parti de là.

*
* *

Pour terminer, je jette un regard à la fois politique et croyant sur deux événements récents : le limogeage de Jacques Gaillot et la désignation de Lionel Jospin par le PS. Quel rapport ? direz-vous. Regardons.

Ce qui m'intéresse dans le premier, ce n'est pas l'acte autoritaire d'un appareil institutionnel ; phénomène hélas banal, quoique particulièrement lamentable dans l'Eglise du Christ. C'est la réaction qu'il a suscitée. Des milliers de lettres aux responsables, des articles, des déclarations dans les médias... ; mais surtout cette mobilisation des fidèles devant leurs évêchés le dimanche 15 et à Evreux le 22, MANIFESTANT DANS LA RUE FACE A LEUR HIERARCHIE, chose inouïe dans l'Eglise ! Et pour la plupart, c'était leur première "manif". Que disait cette

protestation ? Ça ne doit plus se passer ainsi dans notre Eglise ; le temps de l'autoritarisme est révolu ; nous sommes un peuple majeur, Vatican II l'a dit... Naissance d'une opinion publique dans l'Eglise.

Quant à la désignation de Jospin, dont j'ai parlé plus haut, elle traduit dans le PS un rejet des combines de clans et des consignes d'appareil. Elle est, elle aussi, une manifestation de la base face aux détenteurs du pouvoir, fût-il démocratique.

Il s'agit dans les deux cas de quelque chose qui bouge dans la société. Les fidèles de l'Eglise et les militants du parti veulent mettre fin à des pratiques dépassées. Ils veulent être traités en adultes et faire prendre en compte leur point de vue. Certes, il reste à côté de ce mouvement bien des phénomènes de masse ou de démission.

Mais il y a du nouveau, un pas en avant dans "l'ultra-humain", dirait Teilhard.

*

**

En guise de conclusion, une image. Je vois au mur de mon studio une photo que j'ai prise l'an dernier dans un couvent orthodoxe bulgare. C'est une fresque représentant mon saint patron, l'archange Michel, terrassant le Démon. Mais le Démon est remplacé par un riche notable. Ces moines avaient le sens politique ! Je peux y voir un symbole de mon combat socialiste, conforme à la volonté de Dieu dont l'Archange est une figure. *«Déployant la force de son bras, il disperse les superbes ; il renverse les puissants de leur trône...»*. Qu'il en soit ainsi !

Nos prochains numéros pour l'année 1995

**Laïcs
en mission**

mai - juin 1995

172

**Solidarité
hier et aujourd'hui**

septembre - octobre 1995

174

**Argent,
finances, spéculation**

juillet - août 1995

173

**La cause de l'homme
contemporain**

novembre - décembre 1995

175

Citoyen de la ville risques et chances

René SANTRAINE

Jusqu'où mène le service d'une population ? A quels risques appelle la rencontre ? Ces deux questions sont au coeur du témoignage de René Santraine, prêtre de la Mission de France, qui, après vingt-cinq ans dans l'équipe paroissiale de Bobigny est depuis près de trois ans élu au Conseil Régional de l'Ile-de-France.

Les lignes qui suivent voudraient simplement retracer, pour moi, ce que trente années de vie partagée ont connu de joies et de souffrances et fait naître d'espoirs et d'interrogations, tout cela en accompagnant la naissance et la croissance d'une nouvelle ville, Bobigny.

De 1964 à 1989, la responsabilité paroissiale est confiée à une équipe de prêtres de la Mission de France. En 1992, je suis

candidat et élu au Conseil Régional d'Ile de France.

Les débuts à Bobigny

L'équipe Mission de France est arrivée à Bobigny en 1964/1965. Elle a découvert quatre aspects de la réalité balbynienne :

Une population ouvrière importante ; quelques 40.000 habitants souvent marqués par la pauvreté, et peu favorisés par les moyens de communication.

Une présence et une influence forte du Parti Communiste Français notamment au niveau de la vie communale.

Une ville en pleine expansion. En 15-20 ans s'est édifié "le nouveau Bobigny". La Préfecture et le Département sont maintenant la "principale usine" de la ville.

Une Eglise locale caractérisée en Seine-Saint-Denis. Le diocèse de Saint-Denis est très partie prenante de l'effort de "Mission Ouvrière" avec une priorité très marquée pour l'Action Catholique Spécialisée.

Chercher une vie de foi et une vie d'Eglise pour Bobigny

Nous avons le désir, tout en restant au service de l'Action Catholique et en conservant des responsabilités paroissiales (messe, baptême, mariage, enterrement, catéchèse...) de faire naître une façon de vi-

vre l'Eglise qui accompagne ce phénomène d'urbanisation.

Partager au quotidien la vie des bobyniens

L'existence massive du monde ouvrier exigeait un autre type de communion et de partage. C'est ainsi que s'est imposée la nécessité pour l'équipe des prêtres d'entrer dans un travail salarié. En 1968, parce que l'un des prêtres était en grève avec les copains de son entreprise, les événements de mai ont été vécus différemment par l'équipe et ont permis de mieux comprendre de l'intérieur ce que vivait la classe ouvrière.

Gagner sa vie est devenu un mode naturel d'existence pour l'ensemble des prêtres.

Dès le début aussi nous avons cherché à être attentifs aux réalités collectives de Bobigny et à accompagner la transformation et la naissance du Nouveau Bobigny : Comité de jumelage, Mouvement de la paix, France RDA, Syndicat d'initiative... Tout en mesurant l'ambiguïté parce que considérés comme "notables", nous voulions

aussi courir le risque d'une présence souhaitant que les relations changent de contenu grâce au travail fait ensemble.

Partager et vivre la coresponsabilité prêtres – laïcs – religieuses

Dès notre arrivée à Bobigny nous avons eu le souci d'un travail commun prêtres-laïcs et religieuses, marqué par une commune responsabilité des uns et des autres. Cette recherche a connu bien des débats et des hésitations. Il est plus facile de se centrer sur une paroisse avec ses services d'Eglise (sacrements, catéchèse) à "faire tourner" que de se demander comment les chrétiens sont présents aux réalités du travail, de la vie associative, syndicale ou politique et y vivent quelque chose de leur foi en Jésus-Christ. Pourtant ce sont les deux démarches qu'il faut rendre cohérentes.

Ce qui a aidé cette recherche, c'est que certains d'entre nous, chacun selon sa sensibilité, prêtre et laïcs sont entrés dans le jeu de la construction de la ville et de la participation à sa gestion. Plusieurs laïcs

chrétiens ont été élus au Conseil municipal (l'un d'entre eux sera adjoint au maire) et d'autres étaient déjà partie prenante de la vie associative (CNL, FCPE...).

Un groupe de partage et de réflexion, dit CH/COM (Chrétiens / Communistes), s'est voulu interrogateur sur notre façon de vivre la foi au contact du monde communiste et aussi sur le signe d'Eglise que nous souhaitions lui proposer.

Rendre l'Eglise visible

Un des soucis de l'équipe MDF a été de permettre aux gens de Bobigny de rencontrer l'Eglise avec un visage accueillant et proche de leur vie.

C'est notre recherche et notre désir, prêtres et laïcs, qu'à l'intérieur des diverses réalités humaines où nous oeuvrons pour le service de l'homme et des hommes, l'Eglise donne le signe de Jésus-Christ le plus pur, le plus vrai, le plus libre et que ce signe soit repérable et lisible pour les hommes de notre ville et de notre banlieue.

C'est ainsi que nous avons été amenés à construire en collaboration avec la municipalité communiste une nouvelle

église, avec la volonté, à travers ces nouveaux bâtiments de témoigner de la réalité de Jésus-Christ et de la jeunesse de sa Parole en cette fin de XX^{ème} siècle.

Le 25 avril 1982, lors de l'inauguration, Georges Valbon, maire de Bobigny soulignait : *« C'est ensemble que nous avons pu bâtir cette église. Entre ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas, la barrière n'était pas infranchissable. Point d'aboutissement d'une longue démarche, l'inauguration devrait aussi être le point de départ de nouveaux rapprochements pour bâtir ensemble une société plus juste, une vie plus belle, pour construire le changement, sachant nous accepter différents mais aussi surmontant ce qui nous sépare. »* Et Guy Deroubaix, évêque de Saint-Denis ajoutait : *« Oui les hommes sont le bien le plus précieux de ce département. Tout ce qui touche à l'essentiel de leur vie : solidarité, justice, amour est indissociable de notre foi de chrétiens. »* Et quand plus de dix ans après, je contemple ce bâtiment au coeur de notre ville, je le reçois comme un appel à tout homme de bonne volonté quel qu'il soit, avec la quête de bonheur qu'il porte au plus intime de lui-même, à cons-

truire avec tous un monde où il y ait toujours plus de justice, de paix et de fraternité. C'est "la dimension horizontale" de notre église : ce grand mur blanc qui court le long du mail de notre ville.

Puisse aussi dans cette construction, le croyant être appelé à rajeunir sa foi et le chrétien son amour de Dieu en Jésus-Christ. C'est "la dimension verticale" de notre église ; le signal, la flèche qui s'élève comme les deux bras de l'homme pour la rencontre de Dieu.

Mais ce qui fait la beauté de cette façade, c'est l'harmonie entre le mur et le signal. Pour nous chrétiens, le combat pour l'homme (le mur) prend tout sens en Jésus-Christ (le signal) mais aussi la rencontre de Dieu (le signal) ne peut se faire sans le poids du partage des espoirs et des luttes des hommes (le mur) ; tout se tient : pas l'un sans l'autre.

Des aspects plus personnels

Voici les axes forts qui ont guidé nos recherches tout au long de ces vingt-cinq années, mais pour mieux comprendre la quatrième partie il me faut encore présen-

ter quelques aspects qui me sont plus personnels.

• **Travail professionnel et Vie associative.** De 1967 à 1985, j'ai travaillé comme livreur puis comme agent commercial dans le secteur de la menuiserie. D'autre part, j'ai participé à la vie associative de la cité, Comité de jumelage, Syndicat d'Initiative, Mouvement de la Paix, Actions pour la défense du logement social et pour l'emploi.

• **Vie municipale.** Par deux fois, en 1977 et 1983, j'ai été sollicité pour entrer sur la liste d'Union de la gauche pour les élections municipales. J'ai bien été obligé de me rendre compte qu'une telle candidature n'était pas mûre, sans doute du côté du PCF (et pourtant en 1977 c'était l'époque du programme commun) mais surtout du côté de l'Eglise. A Bobigny, cela aurait peut-être été possible ; mais en dehors il n'en n'était pas question. Et par fidélité à l'Eglise, si douloureuse qu'est été la décision, j'ai refusé cette candidature. Cependant la municipalité m'a demandé d'être membre du conseil d'administration de l'OPHLM au sein duquel en 1977 j'ai été

élu vice-président et en 1983 président.

Un problème posé

Si j'ai accepté cette responsabilité, c'est à cause du service qu'elle comporte : 3.500 familles logées et toutes celles qui attendent un toit mais aussi et surtout à cause des risques que je croyais être ceux que l'Evangile et son annonce me demandaient de courir pour remplir la mission qui m'avait été confiée par l'Eglise. Des questions et des désaccords se sont exprimés surtout lorsque j'ai accepté la présidence de l'OPHLM.

Y a-t-il incompatibilité entre le fait d'être prêtre et d'exercer un certain pouvoir ? Prêtre et président de l'office HLM. Y a-t-il incompatibilité ou pour le moins difficulté entre l'exercice d'un certain pouvoir et le fait d'être curé, c'est-à-dire en responsabilité pastorale globale ?

Curé mais pas président de l'office HLM ; président de l'office et prêtre mais pas curé ; c'est comme cela qu'un certain nombre de gens ont ressenti les choses. Ces questions se reposeront en 1992.

Le départ de Bobigny

En 1989, le diocèse a souhaité que les paroisses de Bobigny soient à nouveau confiées aux prêtres du diocèse. Personnellement ce que j'ai cherché à vivre pendant ces vingt-cinq années, c'est d'abord un service des habitants de Bobigny et le fait d'être curé de paroisse n'avait pas pour moi à intervenir en premier lieu. Ce qui compte d'abord c'est la vérité et la liberté de l'Évangile que l'on cherche à vivre dans les décisions que l'on prend et les actes que l'on pose. Il est important aussi que l'autre et tous les autres soient respectés dans leurs divers engagements, qu'ainsi ils puissent prendre toute leur place dans l'Église mais aussi qu'ils puissent entendre chacun concrètement dans leur langue l'appel à la conversion et à la fraternité.

C'est important d'être engagé dans le service de ses frères (OPHLM, conseiller régional...) mais aussi de savoir être libre et vrai par rapport à ses engagements de la liberté et de la vérité de l'Évangile, sinon il n'y a pas de vie fraternelle possible en Église. Toute cette recherche a-t-elle été reçue comme telle par les uns et par les

autres ? Je continue de penser qu'elle en vaut la peine mais les faits ne lui ont-ils pas donné tort ?

Mars 92, nouvel appel à la citoyenneté

La proposition

En septembre 1991, Bernard Birsinger, premier secrétaire de la fédération du PCF de Seine-Saint-Denis, par ailleurs Balbynien et conseiller municipal, est venu me solliciter pour être candidat sur la liste départementale présentée par le PCF pour les élections régionales d'Île de France de mars 1992. La même demande avait été faite quelques semaines plus tôt par les militants du Val de Marne à Bernard Lacombe (prêtre de la MDF) qui venait de prendre la décision de quitter sa responsabilité de secrétaire confédéral de la CGT.

A nouveau une question posée

J'étais loin de penser qu'une telle question puisse m'être posée et une fois

encore bien des interrogations contradictoires revenaient à mon esprit. De nombreux échanges et dialogues fructueux mais parfois difficiles ont été engagés : avec l'évêque de la Mission de France et son conseil, celui de Seine-Saint-Denis, les prêtres de la Mission de France et les laïcs de Bobigny qui sont restés attachés à la recherche de la Mission de France, les militants du PCF...

Et finalement j'ai accepté pensant comme me l'a écrit un ami évêque, que le plus grand risque était ne pas en prendre. Mais j'ai été contraint de demander ma mise en disponibilité de la Mission de France.

Je n'en suis pas moins prêtre mais la Mission de France ne souhaitait pas⁽¹⁾ s'engager institutionnellement dans la démarche que je faisais en conscience. Pour moi cette acceptation s'est située dans le droit fil d'une longue histoire. Il est évident que quand on souhaite apporter sa pierre à la construction de sa ville et qu'on ne refuse pas les engagements possibles, il est inévitable qu'on ne vienne pas vous demander

de faire encore autre chose. Au fil des années, des solidarités et des amitiés se tissent, la confiance naît, et un jour on vous demande d'accepter une nouvelle tâche, un nouveau service.

Pourquoi une réponse positive

• **Côté engagement et PCF.** C'est d'abord parce que le Conseil Régional est un lieu de décisions concernant l'emploi, l'aménagement du territoire, les transports, l'éducation (lycées et formation professionnelle) le logement... Tous ces secteurs sont importants parce qu'ils concernent tous les habitants de l'Ile de France mais le souci du service des plus pauvres et le combat avec les plus démunis doivent être la pierre de touche politique de mon engagement de chrétien.

C'est ensuite parce que ma décision positive s'inscrit dans la démarche du renouvellement du PCF. Ce qui m'a été demandé, c'est de rester moi-même - je ne suis pas membre du PCF - et de collaborer à sa volonté d'ouverture et de renouvelle-

(1) Après réflexion et débats collectifs (N.D.L.R.)

ment. C'est ce qui explique le nom de notre groupe au sein du Conseil Régional : "Groupe communiste et partenaires" (et non pas apparentés).

C'est donc un vrai partenariat que Bernard Lacombe et moi-même souhaitons vivre au sein de notre groupe.

Nous nous inscrivons dans la volonté de faire de la politique autrement pour rendre les citoyens acteurs de leur devenir et aussi faire échec aux conséquences humaines désastreuses de la politique libérale.

C'est parce qu'on assiste à la mise en place d'une société où les pauvres sont de plus en plus pauvres et exclus et les riches de plus en plus riches, au Tiers-Monde ou en France, qu'il nous faut prendre notre place dans la résistance à l'injustice qui fait partie de l'annonce de l'Évangile. Traiter les gens et les aider à prendre leurs propres affaires en main, les aider à se responsabiliser, être à leur écoute, tout cela consonne bien avec ma façon de chercher à vivre l'Évangile.

Toutes ces raisons positives ne doivent pas occulter ce qui fait question. Je sais que certains disent que «*le PCF est disqualifié pour incarner, sous quelque*

forme que ce soit les forces de renouvellement de nos sociétés». Il n'y a qu'à ouvrir la télévision pour se rendre compte à quel point le PCF et son candidat à l'élection présidentielle sont marginalisés. Ce serait donc se fourvoyer que d'apporter sa pierre à sa nouvelle démarche.

Je sais aussi les difficultés que rencontre le PCF pour mettre en place sa volonté d'ouverture. Bien des militants et même des dirigeants ont du mal à abandonner leurs anciennes façons de faire pour entrer dans des pratiques nouvelles.

Je sais aussi tous les dangers d'utilisation, de récupération qui me guettent. Ce n'est pas toujours chose facile que de s'expliquer.

• **Côté Eglise.** Je ne suis plus curé de St André de Bobigny et donc je n'ai plus de charge paroissiale. Aux yeux de ceux qui pensaient qu'il y avait incompatibilité entre un engagement d'élu politique dans la cité et une disponibilité de curé de paroisse, les choses sont maintenant claires.

Cependant demeure la question exprimée par certains de l'incompatibilité d'être prêtre et d'exercer un certain pou-

voir, et dans mon cas, politique. Quant à moi je poserais la question en d'autres termes : pourquoi un certain pouvoir politique ne pourrait-il pas être vécu comme un service de l'Évangile sachant bien que son exercice demande bien des vigilances ? C'est ce que je m'efforce de vivre. J'habite un quartier où les habitants ont bien des difficultés à affronter : chômage, mal vivre, jeunes sans emploi ou en échec scolaire... et même si je regrette de ne pas y être suffisamment présent, c'est pour moi l'une de ces vigilances qui donne sens à mon engagement.

Mais c'est surtout parce que je crois que ma responsabilité de conseiller régional s'inscrit bien dans la manière dont la MDF m'a appris à mettre en oeuvre le ministère presbytéral. Le vouloir "vivre avec", le partage de la vie des gens avec le souci du service des plus pauvres, la priorité à ceux dont l'Église est loin sont les lignes de force de la MDF. C'est une recherche de fond que depuis trente années j'essaie avec d'autres de mettre en pratique avec sérieux. Que ce soit pour les laïcs ou pour les prêtres, les responsabilités que nous avons acceptées à cause du service

qu'elles comportent nous ont souvent conduits à prendre des risques, ceux que l'Évangile demande de courir pour un partage plus vrai avec nos compagnons de route.

Aujourd'hui

Trois ans après, je ne regrette en rien la décision qu'après bien des hésitations et des rencontres, j'ai prise fin 1991. Des questions demeurent et d'autres sont nées.

J'ai rencontré la dureté de la majorité régionale. Ses choix favorisent un monde encore plus éclaté et encore plus inégalitaire alors que de profondes aspirations à plus de liberté, de justice et de démocratie devraient conduire à inventer un autre type de société.

Le contrat de partenariat scellé en 1992 est bien assuré. Je ne suis ni caution, ni otage, ni faire-valoir du Parti communiste comme certains le pensent.

Communistes et partenaires, nous menons le même combat pour qu'au Conseil Régional d'autres choix politiques et notamment sociaux voient le jour, que les intérêts et les droits des travailleurs soient

respectés et que le "bien vivre" s'installent sur l'ensemble de l'Ile de France.

Une telle collaboration a certes besoin de s'approfondir pour être encore plus respectueuse et plus riche, mais c'est possible.

J'ai aussi à trouver une nouvelle façon de vivre la responsabilité ministérielle. J'avais appris à la vivre à partir d'une responsabilité de paroisse avec cette triple exigence : "vivre avec...", collaborer entre prêtres et laïcs, rendre l'Eglise visible.

• "Vivre avec" c'est aujourd'hui la nourriture première de mon sacerdoce. Je souhaite être sérieux dans les tâches qui me sont confiées et à l'écoute de ceux qu'elles concernent, mais aussi y vivre de la liberté de Jésus-Christ qui ne s'enferme dans aucune situation et les dépasse toutes.

• Collaborer entre prêtres et laïcs, c'est plus difficile même si le partage avec les laïcs qui sont désireux de vivre la recherche de la MDF et le groupe des CH/COM continuent.

• Rendre l'Eglise visible. C'est là une plus grande difficulté. Pour bien des

gens, n'est prêtre que celui qui a une responsabilité paroissiale et qui célèbre ou distribue des sacrements. Je suis ancien curé de Bobigny, suis-je encore prêtre se demandent certains ? Et sans doute aussi que "la mise en disponibilité" que j'ai dû demander ne facilite pas les contacts avec certains chrétiens ou prêtres notamment de la Seine-Saint-Denis. Ne plus faire partie que du presbytérium de la Mission de France est une question.

Les exploitations médiatiques que certains redoutaient sont aujourd'hui écartées ; et il serait sans doute fructueux qu'après le temps du respect de l'engagement personnel, on reprenne les confrontations qui avaient été amorcées lors de la demande de candidature.

En conclusion

Il est des risques qu'il faut savoir prendre parce qu'on pense qu'ils peuvent être chance pour l'annonce de l'Evangile. A chacun de prendre les siens et de savoir respecter ceux des autres.

Sur les bancs de l'école

Danielle BETHMONT

Danielle Bethmont, proviseur d'un collège de la banlieue lyonnaise, est mère de famille, membre de l'Association Galilée. C'est une chose de réclamer "l'instruction civique" à grand cri, c'en est une autre de déployer des efforts d'invention et d'attention pour que des jeunes accèdent à la citoyenneté.

Je suis Principal Adjoint d'un collège public à Rillieux-La-Pape dans la banlieue Lyonnaise depuis 1991. C'est un métier passionnant mais très difficile à assumer lorsqu'il s'agit d'un établissement de 730 élèves classé en Zone d'Education Prioritaire (ZEP). Le collège est situé au centre d'un ensemble de tours essentiellement constituées de logements sociaux avec une population en voie de paupérisation. La gendarmerie qui se trouve en face a même du mal à trouver un commandant qui veuille bien venir y travailler.

Nous essayons de faire cohabiter des enfants d'origines très diverses, issus bien

souvent de familles elles-mêmes en recherche d'identité. Toutefois, l'école reste un lieu privilégié sur lequel tout le monde fonde ses espoirs. On essaie d'y établir des règles de vie pour que cette communauté de plus en plus hétérogène puisse vivre dans les meilleures conditions et s'enrichir de ses différences.

Lorsque l'équipe de rédaction m'a demandé d'écrire un article sur le rôle que joue l'école et plus particulièrement mon collège, dans la formation à la citoyenneté, j'ai répondu favorablement sans imaginer la difficulté que cela représentait car je n'avais jamais regardé cette question d'aussi près.

D'abord, regardons le contexte existant

Avant de devenir citoyen, il faut connaître un certain nombre de règles sociales : ça commence à l'intérieur du collège, c'est souvent très difficile pour des enfants qui ont peu de repères familiaux. Toute la communauté éducative est mobilisée avec ce souci: apprendre à respecter les personnes et les biens.

Il faut beaucoup de patience et de persévérance. Les enseignants se trouvent souvent démunis devant une éducation quasi inexistante et pour des gens qui ont choisi ce métier par amour des mathématiques, de la littérature ou de l'histoire, il est parfois décevant de devoir être d'abord un éducateur.

Nous vivons dans un quartier où les règles du "milieu" sont souvent plus connues que celles de la cité. Il y a donc nécessité d'un apprentissage auquel l'école n'était pas habituée. Cela ne se fait pas en un jour.

La disparité scolaire devenant de plus en plus grande, M. Chevènement a réintroduit l'éducation civique comme enseignement obligatoire avec des programmes très

précis en fonction des différents niveaux :

en 6^{ème}

Découverte du collège en tant que communauté, écouter les différences – Les délégués de classe – La solidarité, le respect de l'autre – Le fonctionnement de la Commune.

en 5^{ème}

Découverte du Département et de la Région – Le droit à la différence.

en 4^{ème}

La conquête des libertés – L'Europe.

en 3^{ème}

Le fonctionnement de la République – La Démocratie – La vie internationale.

Tout ceci est très intéressant et sans doute capital pour former un citoyen mais ne représente qu'une heure de cours hebdomadaire dans le meilleur des cas. Bien sûr, certains sujets sont abordés dans d'autres cours et beaucoup d'enseignants portent ce souci au quotidien mais je me suis rendue compte avec inquiétude que cette heure dispensée par les professeurs d'histoire-géographie était souvent récupérée pour boucler

un programme que les enseignants jugent plus important. A l'occasion de mon enquête, j'en ai même découvert un qui n'a abordé aucun sujet dans les classes de 4^{ème} et 3^{ème} qui lui étaient confiées !... Il l'a d'ailleurs reconnu sans aucun scrupule.

Là, je ne suis malheureusement plus dans le champ de mes prérogatives. Il faut se rappeler que le chef d'Etablissement n'est pas le supérieur hiérarchique des enseignants. Devant une telle carence, je peux bien sûr rappeler au professeur ses obligations. Il rectifiera ou non sa façon de faire selon son bon vouloir. Je peux alerter l'inspecteur pédagogique d'histoire-géographie qui ne bougera certainement pas, l'éducation civique n'étant pas sa première préoccupation.

Alors, que faire ?

J'essaie d'user de ma force de persuasion auprès des enseignants pour qu'au moins le programme soit abordé et si possible de façon concrète afin que ses questions ne soient pas simplement de l'ordre du sa-

voir mais que les jeunes puissent les intégrer dans leur vie.

Cette année, nous avons mobilisé un grand nombre d'enseignants dans une formation aux réponses à apporter en situation de violence. Cela remet chacun face à sa propre violence et j'espère que cela dégagera un peu les professeurs de leur carcan disciplinaire pour enfin imaginer un enseignement plus large et plus humain.

La question de l'éducation à la citoyenneté est tellement importante aujourd'hui, que nous l'avons inscrite dans le Projet d'Etablissement. Il faut faire preuve d'imagination pour trouver des activités qui développent le respect de l'autre et le sens de la démocratie. Il y a de quoi faire, ce doit être le souci de tous pendant et en dehors des cours sans oublier la participation des parents et ce n'est pas le plus simple.

La question des délégués de classe est à la base de cet apprentissage. Les professeurs principaux ont la charge d'expliquer aux élèves le rôle des délégués au sein de

chaque classe et d'aider les élus dans leur responsabilité. Mon rôle de chef d'Etablissement est de veiller à ce que cette institution fonctionne le mieux possible. Il faut donner de l'importance à cette élection. Elle doit se dérouler selon un processus légal bien expliqué afin d'éviter les fraudes qui peuvent se produire comme dans toute élection. Chaque classe doit désigner deux représentants qui siègeront aux conseils de classes chaque fin de trimestre. Ils devront y faire remonter les problèmes de la classe et retransmettre à leurs camarades ce qui aura été dit à cette occasion. Il y a là un apprentissage à la représentativité qui va se faire progressivement. Pour les plus jeunes qui entrent en 6^{ème}, ils ont 10 ou 11 ans, c'est une tâche bien ardue. Ils y sont initiés par leur professeur principal et par la Conseillère d'Education qui organise une formation chaque année. Il y a quelques écueils à éviter :

- Les délégués ne sont pas responsables de tout ce qui se passe dans la classe. Je veille avec beaucoup d'attention à ce que les enseignants ne les accablent pas de reproches dans un conseil de classe alors qu'ils sont en minorité à tous points de vue -

par leur âge, par leur nombre (deux face à un dizaine de professeurs) et par leur situation d'élève -.

- Les délégués ne doivent pas être des "chefs de bande" : ils doivent être des portes parole de la classe et non des leaders. Certains élèves tentent d'utiliser ce moyen pour jouer aux "caïds". Cette année, ce phénomène s'est produit dans plusieurs classes ; parfois, les professeurs principaux ont du mal à réguler cette situation. On a attendu quelques semaines pour voir comment cette situation serait vécue. Dans une classe, nous avons réorganisé une élection à la suite d'une plainte de la majorité des élèves qui reconnaissaient avoir subi des menaces sans que le professeur ait pu s'en rendre compte. Il y a eu des sanctions mais l'ambiance de la classe a été détériorée pendant un bon moment. Dans une autre, cela s'est régulé tout seul, un des délégués ayant été l'objet d'une exclusion temporaire ; le Règlement intérieur de l'Etablissement lui enlève son mandat. Dans une classe de 4^{ème}, j'ai été agréablement surprise de voir combien cette responsabilité avait pu améliorer le comportement de son délégué. Avec des jeunes,

rien n'est perdu d'avance, il faut y croire !

D'autre part, tous les délégués élèves du collège doivent élire parmi eux trois représentants pour siéger au Conseil d'Administration. Cette situation est très difficile. Ils sont encore très jeunes face à un grand nombre d'adultes même s'ils sont choisis parmi les élèves de 4^{ème} ou 3^{ème}. La Conseillère d'Education prépare les réunions avec eux et pendant le déroulement, nous veillons à ce qu'ils puissent prendre la parole. Malgré la difficulté, c'est un apprentissage intéressant. Certains s'en sortent très bien et progressent dans ce rôle. Au premier C.A. de cette année, Rachid, qui est plutôt un meneur dans l'Etablissement et pas toujours dans le bon sens, est venu me faire part de son étonnement. Il venait de découvrir qu'il existait un lieu où un élève pouvait être écouté sérieusement sans se sentir "inférieur aux profs". Depuis il prend son rôle très au sérieux.

Depuis la loi Pasqua sur la nationalité, nous devons informer les élèves qui ont atteint 16 ans et dont les parents sont étrangers qu'ils peuvent obtenir la nationalité

française s'ils en font la demande. Le Ministère de l'Education Nationale a mis à notre disposition des dépliants. J'ai demandé aux professeurs d'éducation civique d'effectuer cette information. Les élèves concernés tombent souvent des nues car la plupart sont nés en France et ont le sentiment d'être français même si pour eux cela ne veut pas dire grand chose. Il est encore trop tôt pour porter un jugement sur cette question mais l'on voit arriver en grand nombre des anciens élèves venant chercher des justificatifs de scolarité pour obtenir cette nationalisation.

Pour que les jeunes deviennent de véritables citoyens, ils doivent avoir face à eux des adultes qui le soient. Toute la communauté éducative avec les parents doivent montrer l'exemple pour leur donner envie de le devenir. Lorsqu'au Conseil d'Administration, les membres de droit que sont le Maire et le représentant du Conseil Général sont régulièrement absents, quelle idée peuvent-ils se faire de ces hommes et de leur rôle ?...

Les jeunes ont besoin de rentrer en conflit avec les adultes pour forger leur propre personnalité. Pour cela ils doivent

avoir face à eux des femmes et des hommes de conviction qui font le maximum pour mettre en cohérence leurs paroles et leurs actes sans se crisper sur des positions de principe mais ouverts au dialogue sans lâcheté. Ca passe par les petites choses du quotidien :

- Un professeur qui se permet d'arriver en retard régulièrement ne sera pas entendu s'il veut exiger de l'exactitude à ces élèves.

- Celui qui donne des documents brouillons ou mal écrits ne pourra pas obtenir d'eux un travail soigné.

- Un enseignant qui baisse les bras devant une situation difficile perdra son autorité....

Les professeurs les mieux considérés par les élèves sont souvent les plus exi-

geants, mais s'ils édictent des règles claires et justes, les élèves y seront sensibles ; c'est sécurisant. L'adulte c'est aussi celui qui protège. L'école reste le seul lieu protecteur lorsque la famille est en situation de détresse. Je constate parfois avec étonnement combien l'élève le plus difficile aime son collègue même s'il lui arrive de s'y attaquer.

Les lois économiques qui se mettent en place actuellement sont souvent en antinomie avec le respect de la personne humaine. Promouvoir la valorisation de chacun est une priorité dans mes objectifs professionnels pour tenter de mettre en cohérence cette foi en un Dieu qui aime chaque homme personnellement et la réalité quotidienne. C'est une tâche bien difficile qu'on ne peut pas porter seul.

Entre l'hexagone et le monde, espaces de citoyenneté

Yves PITETTE

Entre citoyen de la nation et citoyen du monde il existe un champ intermédiaire, avec des mutations, des prises de conscience. Nous remercions Yves Pitette, rédacteur en chef adjoint du journal La Croix, de nous donner quelques pistes de réflexions.

Le choc de Maastricht

Le jour où François Mitterrand décida de faire approuver le traité de Maastricht par référendum, il mit en route un processus dont il n'avait sans doute pas mesuré les effets. Ce que tous les observateurs s'accordaient à considérer comme une formalité s'avéra en réalité fort pénible pour le pays et il en resta une fracture qui est loin d'être réduite.

L'analyse des résultats du référendum de septembre 1992 a en effet beaucoup appris sur les structures profondes du peuple

français et révélé des clivages jusque là peu perçus. Pour simplifier, et au risque de la caricature, plus on est jeune et diplômé, moins la construction européenne et ses perspectives communautaires posent problème. Et inversement. Une autre indication, intéressante en l'occurrence, montrait que les terres traditionnelles de culture chrétienne, quelles que soient leurs évolutions politiques ultérieures, avaient voté oui.

Laissons là le référendum de Maastricht. Il laisse plutôt un mauvais souvenir. Mais gardons-en les grandes leçons, en passant aussi sur toutes les péripéties propre-

ment politiciennes qui contribuèrent à obscurcir la campagne électorale d'alors.

Le premier choc, pour beaucoup de Français peu au fait des grandes affaires du monde, fut la révélation de la nouvelle dimension de l'espace dans lequel se jouaient désormais leur vie et leur avenir. L'Europe bien sûr, avec une interaction croissante de ses pays membres dans un destin devenu collectif, mais le monde déjà, comme allait le rendre encore plus évident un an plus tard la bataille du Gatt.

Certains ont refusé cette réalité, profitant du référendum pour marquer par un vote négatif ce qui a été analysé comme une peur de l'inconnu, du non-maîtrisable. Au-delà, répétons-le, des choix politiques particuliers portant sur l'organisation proposée de l'Union européenne, ceux que l'on classe généralement dans les "élites", ceux qui dirigent, ceux qui s'expriment, ceux qui décident, sont au contraire déjà partie prenante de cette nouvelle organisation du monde. Un chef d'entreprise qui n'en serait pas convaincu serait sans doute un mauvais chef d'entreprise; un élu qui n'aurait toujours pour étiquette que "l'intérêt local", comme on disait il y a

encore vingt ans, n'aurait rien compris.

Alignement ou émulation... de l'économique à l'éthique

Qu'on le veuille ou non, le monde s'organise aujourd'hui en grands espaces terriblement concurrents. Il vaut mieux en prendre conscience si l'on veut comprendre ce qui se passe et pouvoir peser, chacun à sa place de citoyen. Une majorité de nos lois sont aujourd'hui conformes aux grandes règles de fonctionnement que se sont données les membres de l'Union européenne. Ce qui ne veut pas dire que l'Europe cherche à tout uniformiser. Mais, à travers le "grand marché" par exemple, les Européens commercent avec les mêmes règles du jeu. Il n'y a malheureusement pas partout la même impatience pour organiser pareillement les lois sociales. Cela prouve au minimum qu'il reste de l'espace au citoyen pour lutter; cela met en relief, aussi, les initiatives, encore trop peu nombreuses, d'entreprises qui intègrent cette dimension européenne dans leur politique sociale; cela ne peut qu'inciter, enfin, à envisager dans un cadre européen la

préoccupation de justice sociale pour le citoyen français.

Difficile aujourd'hui d'être ce citoyen français sans s'intéresser à ce qui se passe en Europe et dans le monde. Les délocalisations d'entreprises, les restructurations industrielles, la concurrence à l'intérieur même de l'Union européenne entre régions, voilà des exemples vécus en direct et souvent douloureusement. Mais il y en a de plus heureux quand on voit avec quelle facilité on se déplace d'un pays à l'autre, comment les jeunes Français ont progressé dans la maîtrise des langues, ou travaillent de plus en plus nombreux à l'étranger malgré un atavisme national qui porte peu à l'expatriation.

Mais il est aussi d'autres domaines qui méritent réflexion. Pourrions-nous vivre toujours plus proches les uns des autres en Europe sans nous mettre d'accord sur des conceptions communes en matière d'éthique ? Sera-t-il dit que nous aurons su harmoniser nos taux de TVA mais que nous sommes incapables d'avoir un débat sur des questions éthiques fondamentales ? Le débat n'est pas nouveau puisqu'il était déjà posé lorsqu'il était possible d'aller à l'étranger lorsque l'interruption volontaire de grossesses

se était encore interdite en France. Mais aujourd'hui, l'euthanasie est quasiment légalisée aux Pays-Bas, la recherche, et singulièrement en biologie, ne connaît aucun frein en Grande-Bretagne et l'avortement reste interdit en Irlande. La France a installé des comités d'éthique; mais leur utilité n'est-elle pas largement entamée à terme si on peut faire ce qu'ils interdisent au-delà d'une frontière proche et désormais de plus en plus théorique ? Les Européens peuvent-ils, malgré leurs conceptions différentes de la science et de la liberté de la recherche scientifique par exemple, faire l'économie de ces débats sur leurs valeurs morales, leur conception de l'homme ?

La recherche de la "cohésion économique et sociale" de l'Union est inscrite dans les traités fondateurs. Les citoyens de l'Europe peuvent exiger que, dans leur diversité, les peuples qui s'unissent débattent aussi ensemble de quelques questions fondamentales sur l'homme.

Ajoutons à cela le débat non moins fondamental sur cette citoyenneté. J'entends par là la participation réelle des Européens dans toute l'Europe, mais aussi l'intégration et la place reconnue ou non dans notre so-

ciété aux étrangers. J'emploie le mot à dessein. Pour la première fois aux élections européennes de juin 1994 les "étrangers" membres de l'Union européenne avaient le droit de voter en France. On ne peut pas dire que les pouvoirs publics, du gouvernement aux maires les aient beaucoup incités à le faire. Dans une ville, une seule, Montauban, on a vraiment joué le jeu. Et pour l'avenir, tout le monde s'accorde très bien du fait d'avoir repoussé aux prochaines municipales, en 2001, leur vote aux élections locales comme nous nous y sommes engagés en ratifiant le traité de Maastricht. Pas très brillant quand d'autres pays européens ont intégré depuis longtemps cette dimension sans avoir constaté pour autant un quelconque dérive de leurs équilibres politiques traditionnels.

Au carrefour, mémoire, projet, risques

La dimension communautaire est donc déjà omni-présente dans notre société. Le référendum maastrichien a permis à ses opposants de surévaluer les zones d'ombre,

de désigner par exemple à la vindicte des fonctionnaires européens moins nombreux, mais effectivement plus puissants, que le personnel municipal de la ville de Paris, ou de valoriser au-delà du raisonnable le principe d'identité nationale jusqu'à vouloir refermer les frontières. Mais comment faire comprendre, tellement c'est un acquis intégré dans les comportements à défaut de l'être dans les consciences, que le niveau de vie atteint par la France, et l'Europe de l'ouest en général, est dû à ce marché commun, expression aujourd'hui si vieillotte, qui fit sauter les frontières et accéléra les échanges. Curieusement, heureusement, c'est peut-être la mémoire de la raison d'être de l'Europe qui fit la décision en septembre 1992. La construction européenne comme alternative à la guerre, comme garantie de paix entre des belligérants qui s'étaient affrontés si durement à trois reprises en trois quarts de siècles. Malgré les faiblesses de l'Europe d'aujourd'hui, devant la crise de l'ex-Yougoslavie par exemple, c'est une donnée qui reste primordiale et qui s'exporte puisque plusieurs régions du monde, qui ont connu elles aussi bien des conflits intestins,

cherchent des solutions dans le modèle communautaire européen.

Elire un président de la République française en 1995, c'est donc élire un homme, quel que soit son parti ou son programme politique, qui sera totalement imbriqué dans ce système communautaire. Il sera à la fois moins puissant et "indépendant" que ne le fut sans doute le général de Gaulle en son temps parce que bien des prérogatives de l'Etat ont été transférées au niveau communautaire entre-temps. Mais président d'un pays qui ne représente plus aujourd'hui que 1% de la population mondiale, il pèsera encore par le rang de son économie, la quatrième ou cinquième du monde, dont la prospérité n'existe elle-même qu'à travers l'Union. En même temps, c'est probablement lui qui franchira les pas décisifs pour intégrer notre monnaie nationale, le franc, dans une monnaie européenne unique. Enlevant, volontairement, à sa propre fonction un pouvoir supplémentaire puisque la monnaie est une des prérogatives régaliennes. C'est dire à quel point notre société est déjà européenne et combien c'est à ce niveau qu'il faut en envisager l'avenir.

L'Europe n'est pas tout

Mais en même temps l'Europe n'est pas tout. Toute notre vie ne dépend pas d'elle et elle n'est pas notre unique horizon. A voir comment les Européens, pris par leurs impératifs budgétaires et pour certains pays plus intéressés à investir en Europe centrale, sont tentés de laisser couler la Convention de Lomé, on doit s'inquiéter encore un peu plus pour les pays du sud. Depuis vingt ans, cet accord signé avec 77 pays d'Afrique, des Antilles et du Pacifique, était un exemple. Il tentait d'agir sur des paramètres économiques (prix des matières premières, accès libre à nos marchés des productions locales...) susceptibles d'aider ces pays à se développer. Le poids de la dette, les restructurations exigées par le FMI, la crise économique, ont mis à mal le projet.

Mais quelles perspectives alors pour ces pays si la région jusqu'ici la plus ouverte à leurs problèmes leur tourne le dos à son tour ? Ce genre de sujet trouve bien rarement sa place dans les journaux de 20H sur les grandes chaînes de télévision. Mais entre les préoccupations du moment, lourdes et légitimes, qui assaillent le citoyen-électeur

français, il doit y avoir une place pour se poser ces questions. C'est une question de morale, mais aussi tout simplement d'intérêt.

Aider au développement des plus pauvres, aider les pays que dans le langage officiel on n'appelle même plus du Tiers-Monde, c'est une évidence pour un citoyen qui se prétend chrétien. Mais dans un monde qui se définit aujourd'hui communément comme un ensemble de marchés, c'est, que l'on me pardonne cette remarque cynique, vital. Le système a toujours besoin de plus de marchés et développer, c'est les créer. Le problème, c'est que l'investissement est pharamineux et que personne ne tient à le financer au bénéfice des autres. Il y a là de quoi nourrir bien des réflexions sur notre attitude à ce sujet.

Il y aurait bien des domaines à explorer sur ce mode. Rien que pour nous, citoyens français. Quel rôle joue notre pays aux Nations-Unies dont il est l'un des cinq puissants membres permanents ? Que pouvons-nous dire de l'engagement sous le casque bleu de tant de jeunes Français et des conséquences, peut-être simplement sur no-

tre opinion publique, de leur action ? Comment nous situons-nous à travers nos investissements financiers éventuels dans ce champ mondial, à travers le développement par exemple ? Que savons-nous de la façon dont les institutions financières dont nous dépendons agissent ? Quand on voit le cynisme avec lequel les grandes caisses de retraites américaines effectuent leurs placements, disposant de fonds gigantesques, ne connaissant que leur intérêt immédiat, et participant par leurs spéculations sur les monnaies par exemple, au désordre monétaire, il y a sûrement une question à se poser au moment où ce genre de fonds commun de placement se développe en France.

Certes le citoyen français a déjà bien du mal à intégrer qu'il est déjà, de gré ou de force, un citoyen européen; mais il ne peut plus aujourd'hui ignorer que sa vie courante dépend très directement des grands événements du monde. Notamment sous l'aspect monétaire et financier. Il percevra facilement que les inondations de cet hiver risquent de faire monter le coût de ses assurances, moins que le séisme de Kobé a des retentissements financiers jusque chez nous tellement la facture sera lourde.

Frontières, butoirs ou passages

Les Français ont le gros défaut de se trouver très bien chez eux. Leur présence à l'étranger a toujours été faible, que ce soit à la suite d'une émigration pure et simple, ou par une expatriation provisoire, professionnelle par exemple. Ils ont donc une perception de ces dimensions internationales souvent plus floues que d'autres peuples. Le tourisme les a faits sortir de chez eux, mais il maintient souvent ses clients en marge de

la réalité des pays visités. Les choses changent peu à peu, mais la présence française dans le monde reste faible. Y compris en Europe. Notre préoccupation n'est pas ici de prétendre y remédier, mais simplement de souligner combien, au moment où la télévision prétend transformer le monde en un village, il est primordial de ne pas oublier que la France, objet de tous les soins des candidats à l'Élysée en campagne, vit et se meut au cœur d'ensembles humains beaucoup plus larges que les vieilles frontières de l'Hexagone.

Un nouveau lieu politique, la région

Bernard LACOMBE

Prêtre de la Mission de France, Bernard Lacombe a été successivement prêtre-ouvrier à Toulouse, puis secrétaire confédéral de la CGT, il siège maintenant au Conseil Régional de l'Ile-de-France. Cette nouvelle collectivité territoriale, souvent méconnue des français, allie une proximité du terrain à un pouvoir décisionnel important. Bernard s'interroge sur le sens d'un tel mandat.

Ce n'est ni par vocation ni par hasard que le mandat de conseiller régional s'est inséré dans un itinéraire qui, depuis trente ans, m'a conduit à exercer des responsabilités s'inscrivant dans mon appartenance à un double collectif.

Le premier est la classe ouvrière, à laquelle j'ai adhéré par mon travail d'ouvrier de la construction et par mon engagement syndical à la CGT. Le second

collectif est constitué par celles et ceux qui sont nés ou devenus citoyens français. Cette citoyenneté confère des droits et des devoirs à tous ceux qui la partagent. Si mon appartenance à ces deux collectifs a pu susciter parfois tension et incompréhension, elle a, le plus souvent, fait apparaître leur complémentarité et leur référence à des valeurs communes.

Cet engagement se situe dans la fidé-

lité à des solidarités fondées dans des actions communes pour plus de justice sociale, contre toutes formes de racisme, pour le désarmement et pour la paix...

Un engagement qui me donne la possibilité de mettre en oeuvre une expérience acquise comme responsable syndical.

Un engagement qui me permet de participer à l'élaboration d'un projet de société qui pourra devenir, je l'espère, une alternative au libéralisme qui nous gouverne. C'est un engagement qui refuse la fatalité.

Un engagement qui me permet de mettre en oeuvre mon désir de "faire de la politique autrement", de "rendre la politique aux citoyens" auxquels elle a été confisquée.

J'ai accepté la proposition d'être candidat aux élections régionales avec la conviction que la politique est un lieu où les hommes peuvent se construire et construire l'humanité, où l'amour du Christ peut être vécu dans toute sa dimension. Je pense qu'elle est constitutive de l'être-homme et de l'être-chrétien.

Une nouvelle "collectivité territoriale"

Tout le monde connaît le Conseil municipal, l'assemblée d'élus qui gèrent la vie de la commune. Moins nombreux sont ceux qui connaissent le Conseil général, l'assemblée d'élus qui gèrent la vie collective du département. Et bien peu connaissent le Conseil régional, l'assemblée d'élus qui gèrent les affaires d'une Région. C'est la loi de décentralisation (dite loi Defferre) qui, en 1982, porta sur les fonds baptismaux cette nouvelle "collectivité territoriale". C'est en 1986 que, pour la première fois, les Français ont voté pour élire les conseillers régionaux.

Ceux-ci sont élus pour six ans, au suffrage universel à la proportionnelle, sur des listes départementales de candidats présentés par chaque formation politique. Chacun des départements de la Région a droit à un nombre de sièges proportionnel au nombre de ses habitants.

Le territoire sur lequel le Conseil régional étend sa gestion est la Région admi-

nistrative. Elles sont au nombre de 22 qui se partagent le territoire national.

La première compétence du Conseil régional consiste à l'élaboration et la mise en oeuvre du programme d'aménagement de la Région qui prévoit, à moyen terme - pour une durée de trente ans -, les grands programmes de développement industriel, d'urbanisme, d'aménagement rural et de moyens de communication de la Région. Il y a quelques semaines, le Parlement a voté, pour la première fois, une loi-cadre sur l'aménagement du territoire national, dont devront tenir compte les programmes d'aménagement des Régions.

Les autres compétences, bien que mentionnées par la loi, sont très largement et différemment interprétées selon les Conseils régionaux et les majorités qui les dirigent. Elles vont de la gestion des établissements de l'enseignement secondaire (les collèges sont gérés par les Conseils généraux, et les écoles primaires par les Conseils municipaux), à la gestion de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

On peut parler d'une véritable "régionalisation" de ce qui était jusqu'à présent de la seule compétence de l'Etat, et donc d'un éclatement du Service public.

Le Conseil régional est compétent en matière d'infrastructures routières et de transports collectifs. Il a encore des compétences en matière de logement, de protection de l'environnement, de développement économique, de culture...

Un certain nombre de ses attributions sont partagées avec celles de l'Etat; c'est le cas notamment pour les routes et les transports en commun. Les programmes financés par l'Etat et la Région font l'objet de contrats. Le Conseil régional a encore la possibilité de passer des conventions avec des municipalités pour financer certains programmes d'urbanisme, etc.

Comme on le voit, les responsabilités de l'Assemblée régionale recouvrent des questions de la vie quotidienne de la population : les transports, la formation, le

logement, le développement économique, l'environnement...

L'institution régionale a-t-elle permis une véritable décentralisation du pouvoir trop centralisateur de l'Etat ? A-t-elle permis de rapprocher les citoyens des lieux de décision qui les concernent directement ? N'a-t-elle pas permis certains transferts des charges de l'Etat vers la Région, sans les transferts financiers correspondants ? Ce sont autant de questions sur lesquelles les prises de position et les analyses divergent et font l'objet de débats entre élus.

Certains craignent que, dans le cadre de la construction politique européenne qui se met en place, "l'institution régionale" se développe au détriment des collectivités départementales et nationales. Déjà les municipalités sont "menacées" de disparaître dans des "communautés urbaines", quand elles sont en dessous d'un certain nombre d'habitants.

La Région est devenue l'institution politique de référence pour les instances

administratives de l'Union européenne, qui passent avec elle des conventions et financent des programmes d'aide au développement économique, à la formation, à la culture. Et on s'oriente vers la création de grandes Régions. C'est le cas du Grand Bassin Parisien, regroupant plusieurs régions dont l'Ile-de-France, la Champagne, la Normandie.

Comme elle est posée par la construction politique de l'Europe, ces divers réaménagements de "collectivités ou institutions territoriales" posent la question de l'avenir de la "Nation" qui constitue, depuis deux siècles, la base et la référence de la vie politique dans notre pays. Cette base doit-elle être conservée ? Peut-elle évoluer ? Comment ?

Comment je vis mon mandat

Si trois années ne peuvent suffire pour parler avec assurance du rôle d'un conseiller régional, elles permettent d'en donner quelques indications et repères.

Le poids des institutions

En le vivant de l'intérieur, j'ai mieux compris le rôle que jouent les institutions politiques comme celle d'un Conseil régional et les services administratifs chargés de mettre en oeuvre les décisions du Conseil.

Je m'étais souvent demandé si toutes ces institutions et services administratifs étaient vraiment utiles à la démocratie ? J'ai mieux découvert comment celle-ci a besoin de relais pour pouvoir s'exercer. Mais comment rendre ces relais plus souples, plus efficaces ? Comment faire en sorte que ces institutions soient réellement au service de la population, que celle-ci puisse s'en servir et non pas être à leur service ? Autant de questions que des élus ne peuvent manquer de se poser.

Elu dans l'opposition

Il y a une grande différence entre être élu dans un groupe politique de la majorité, en accord avec les décisions qui sont prises, et être élu dans un groupe d'opposition qui milite pour d'autres choix, comme

c'est le cas de notre groupe.

Il faut apprendre à formuler des propositions qui obligent la majorité à modifier ses choix. Cela nécessite une bonne connaissance des dossiers et la possibilité de recueillir le plus grand nombre d'avis de ceux que ces choix vont directement concerner.

Le dilemme se pose parfois entre une prise de position de principe et une prise de position devant un cas concret. On peut être contre le principe que le Conseil finance la création de nouveaux centres d'apprentissage de droit privé mais, lorsque ces centres existent, peut-on refuser de voter des crédits pour leur fonctionnement, qui sanctionneront les élèves qui les fréquentent ?

Un travail d'équipe

C'est une sécurité, en même temps qu'une riche expérience, que chaque décision importante sur laquelle il faut voter fasse l'objet d'une confrontation entre les membres de notre groupe, chacun pouvant faire valoir librement son point de vue.

Cette dimension collective comprend aussi le travail et l'échange avec les collaborateurs chargés d'étudier les dossiers et qui sont eux aussi des militants politiques qui donnent leur avis. Mais cela ne plaît pas à tout le monde puisque nous devons nous battre contre l'application d'une loi récente qui supprime le droit des groupes politiques de choisir leurs collaborateurs. Dorénavant ceux-ci deviendront des membres du personnel administratif et seront sous le contrôle de l'exécutif régional.

Ce travail d'équipe va bien au-delà du groupe des élus régionaux. Il se prolonge avec des conseillers généraux, des maires, des syndicats de chômeurs et de salariés, des associations de parents d'élèves, de locataires, d'usagers des Services publics, etc.

Porteur et point d'appui des luttes

Plus qu'être un homme de dossiers, un élu régional doit être un homme de terrain, s'il veut remplir son mandat "avec" ceux qui l'ont élu. Pour connaître leurs be-

soins et leurs revendications, pour être porteur de leurs propositions, il faut aller à leur rencontre, répondre à leur invitation, débattre. Être porteur de leurs luttes au sein de l'Assemblée régionale afin de les faire entendre.

Il est significatif que lorsque les luttes existent notre groupe a pu faire avancer certains dossiers et empêcher certaines délocalisations dont le but est de vider le centre de la région parisienne de tous les emplois industriels pour les remplacer par des bureaux d'affaires.

Alors que les groupes de droite y étaient opposés, nous avons obtenu un vote majoritaire obligeant le Président du Conseil régional à négocier avec l'Etat pour qu'une Faculté privée soit réintégrée au Service public de l'Education nationale. Si nous avons obtenu ce "renversement de majorité", c'est parce que depuis plus d'une semaine les étudiants avaient fortement contesté et étaient descendus dans la rue pour demander plus de moyens pour l'Education nationale.

C'est pour mieux prendre en compte ces besoins que je suis responsable d'une

association qui s'est créée, avec des habitants d'un quartier de ma ville, pour exiger la construction de plusieurs centaines de logements sociaux sur un terrain appartenant à une entreprise nationalisée et que d'autres élus veulent abandonner à la spéculation financière.

Responsabiliser - Apprendre à faire "avec" et non "à la place" - Ne jamais donner prise à la délégation de pouvoir - Apprendre à communiquer ... sont, me semble-t-il, indispensables pour bien remplir son mandat.

Une obsession

Comment faire reculer le chômage et la précarité, comment lutter contre la marginalisation et l'exclusion devient une obsession. La cohésion sociale et la solidarité nationale qui sont à la base de la citoyenneté sont aujourd'hui directement et grave-

ment menacées. Comment passer des actions de solidarité indispensables avec les chômeurs et les SDF, à une action politique d'envergure qui ait le courage de s'attaquer aux véritables causes de cette situation ?

"Refuser l'inacceptable", n'est-ce pas le problème politique majeur qui nous concerne tous ?

En guise de conclusion

Ces trois années de conseiller régional m'ont permis de découvrir comment, malgré ses lourdeurs et ses lenteurs, cette nouvelle collectivité territoriale peut être un lieu d'exercice de la démocratie, et de mise en oeuvre de vraies solidarités entre celles et ceux pour qui la vie politique s'enracine sur des valeurs humaines qui, seules, lui donnent un sens.

Citoyens du monde

Jean BIEHLER

Infirmier de profession, Jean Biehler est prêtre de la Mission de France. Envoyé durant un an en mission humanitaire, successivement au Rwanda et au Zaïre, il tente ici de relire cette expérience de solidarité avec les hommes et avec un certain type de citoyen.

Faute de donner place aux initiatives et aux sensibilités des nouvelles générations bien des débats resteraient stériles.

Difficile retour...

L'automne était humide et froid, bien français, le soir où j'allais rencontrer Sophie, ma collègue infirmière, chez elle dans son minuscule appartement de la banlieue parisienne. On ne s'était plus vus depuis quatre mois : c'était au Zaïre "avec

MSF"⁽¹⁾. Sa mission se poursuivait, alors que la mienne se terminait déjà et que je rentrais... Je rentrais dans le rang ? Je me rangeais ? Toujours est-il que mon année sabbatique se terminait et que je devais réintégrer mon hôpital si je voulais garder mon poste.

Il est vrai que "l'humanitaire" ne

(1) Médecins Sans Frontières

nourrit pas son homme. C'est du bénévolat indemnisé⁽²⁾. Soit on "enchaîne" les missions en ne concédant que de courts passages en France, auquel cas on peut se satisfaire de cette situation matérielle, en faisant fi de tout souci d'avenir, de garanties sociales et de retraite, soit on ré-affronte les réalités de la société française: aura humanitaire garantie, mais peu ou pas de reconnaissance professionnelle. Cela vaut pour les professions médicales et paramédicales, mais plus encore pour les logisticiens et les administratifs.

Est-ce là seulement l'expression de l'amertume de ne plus être dans des situations de responsabilité et d'initiative cruciales, et d'avoir dû rentrer dans le rang, dans une petite place dans une société qui ne reconnaît que les diplômés et non l'expérience acquise ? Ou serait-ce l'indice d'une société qui en fait refuse de s'engager collectivement dans l'aventure d'une

solidarité mondiale, ou qui, si elle le fait sous la pression, se protège en laissant cela à l'initiative individuelle de certains, qui courent le risque et en paient le prix à titre personnel ? On se sent "concerné" quand les informations télévisées vous déversent leurs images choc d'enfants faméliques à l'heure du dîner, on ira jusqu'à la générosité, quand le filet des "mailings" des différentes ONG vous aura pêché, pourvu que notre fonctionnement social à nous reste sauf.

Le besoin de partir...

J'étais donc rentré... Et ma collègue Sophie aussi, non sans avoir "prolongé" d'un mois, les appels se faisant pressants à ce moment à la frontière ouest du Rwanda. Passé l'étonnement de se revoir dans un contexte aussi différent -comme si c'était

(2) 4000 F. par mois, considérés comme "indemnisés" et non comme un "salaire", de quoi subvenir aux frais courants, qui ne disparaissent pas du simple fait qu'on quitte la France! Ce n'est qu'après un temps prolongé en missions diverses que certaines ONG accordent un statut salarié. (Font exception à ma connaissance l'AICF, la Croix Rouge, les fonctionnaires des U.N. etc..)

un autre monde-, la conversation allait bon train : elle suit à présent une formation de nutritionniste "niveau II" avec MSF, dans l'intention de repartir dès que possible.

— Ton dernier mois à Goma⁽³⁾ a dû être plus dur que ce que nous avons connu à M'buji Mayi⁽⁴⁾ ?

— Oh non : de toute façon je sais que je n'aurais pas supporté de voir ces images à la télé en étant en France. Il valait mieux que j'y sois. Et puis on n'a pas tellement le temps de réfléchir : tout est urgent, on n'a pas arrêté... Mais c'est vrai d'un autre côté que j'ai fait des choses que je n'aurais jamais eu l'occasion de faire autrement. C'est aussi ça qui est bien, même si c'est parfois dur. On n'est pas spectateur, et donc on vit les choses autrement. On est moins impressionné en faisant des choses

soi-même - même si c'est très peu par rapport à l'ampleur des problèmes -, qu'en se contentant de les regarder...

Je crois que, sur plusieurs points, la réponse de Sophie aurait pu être celle d'un certain nombre d'entre nous.

Le fait qu'un tel engagement permet d'exprimer des possibles qu'on porte en soi et auxquels, comme nous venons de le dire, la société n'offre que peu de lieux d'expression.

L'action avant tout, et peut être pour conjurer l'angoisse d'un "citoyen du monde" qui resterait paralysé.

L'intolérable de l'information "en temps réel" sur les situations de détresse ou d'injustice partout dans le monde, et l'exigence d'une réponse "en temps réel". Pourquoi ?

(3) Ville frontière Rwanda-Zaïre, lieu fortement médiatisé l'été 94, suite à l'afflux sans précédent de réfugiés Rwandais...

(4) Ville du Kasai Oriental, ayant reçu depuis fin 93 un afflux de personnes déplacées du Shaba dans des conditions de très grande précarité, suite à des affrontements d'apparence ethnique, qui s'expliquent en fait par l'état d'"implosion" du Zaïre, où les dirigeants excellent dans l'art du "diviser pour régner". Diverses équipes MSF Belgique et France accompagnent ces populations, et parent au plus pressé en attendant qu'une réinsertion puisse se faire petit à petit.

1) Le "désenchantement"

Malgré l'effet massivement anesthésiant de la diffusion sans précédent de l'information au plan mondial, il paraît toutefois indéniable que les médias en propageant l'intolérable à l'état brut, "éveillent les consciences", en particulier chez une génération dont le scepticisme grandit parallèlement envers la politique, les gouvernants, et les réponses traditionnelles des états à ces problèmes. On ne croit plus aux circuits longs. Le choc d'une information directe n'épargne pas les traditionnels responsables qui prétendent apporter des solutions, les états, les acteurs politiques, et surtout jette le discrédit, par delà un mode d'action jugé inefficace, sur les idéologies dont ils s'inspirent. Tout se passe comme si l'engagement immédiat permettait de se délivrer, au moins momentanément, de l'angoisse que génère une société qui n'est plus à même de proposer des solutions cré-

dibles. Aujourd'hui, on ne peut plus dire qu'on ne savait pas... Alors, nous sommes au pied du mur, et il se lézarde dangereusement, il menace sérieusement de déséquilibre, mais nous avons cassé tous les outils qui ont servi à le construire... *«La méfiance envers toutes les idéologies dont les institutions étaient porteuses oriente donc les acteurs les plus dynamiques de la société civile vers l'action concrète de proximité et les circuits courts de solidarité. (...) La préoccupation humanitaire, au sens large, pallie donc dans une certaine mesure, le déclin des projets collectifs. Les associations nouvelles créent du lien social et offrent à la fraction la plus généreuse de chaque génération la faculté d'innover et une capacité d'expression différente de celle des générations antérieures, provoquant cette éviction des militants dont se plaignent à la fois les mouvements traditionnels et les associations les plus installées.»*⁽⁵⁾

(5) Edith ARCHAMBAULT : *L'opinion se mobilise*, in "Projet" N°237, *L'humanitaire sans frontières*, p.19

2) Etre acteur. "Désenchantement" n'est pas déresponsabilisation.

Nous voici obligés d'agir alors que la direction ultime n'est pas donnée. Or même ce qui nous oblige, par delà le "désenchantement" n'est pas clair.

Une image porteuse...

Sophie racontait que devant l'impératif médiatique de Goma, un certain nombre de "retraités" de l'humanitaire se sont sentis obligés de reprendre du service et n'étaient guère utiles concrètement car ils avaient un peu "perdu la main" ! Mais il fallait qu'ils y aillent, et certes pas pour en tirer une gloire personnelle, ils n'en sont plus là. Et que faudrait-il dire des centaines de candidatures spontanées dont les ONG sont submergées suite aux grandes émotions médiatiques ?

En fait tout se passe comme si l'action humanitaire devait soigner une image de générosité directe en direction d'un public dont elle a besoin. Elle existe par la réponse du public à une image de générosité

qui l'engage quelque part ; mais plus profondément elle existe aussi par tout un mouvement d'opinion qui trouve son origine dans une connivence immédiate avec cette image qui ouvre une issue à la protestation. Mais de ce fait, les acteurs de l'humanitaire ne sont pas eux-mêmes indemnes de ce jeu vital de l'image. En fait, tout se passe comme si le miroir médiatique dont l'action humanitaire a besoin pour vivre en proposant une image de ce qu'elle est aux autres, imposait ce même "imaginaire" aux acteurs eux mêmes.

En d'autres termes, non seulement "on est au pied du mur", il faut faire quelque chose et pas comme avant, mais encore cet impératif d'engagement est tributaire d'un "imaginaire" social, dont la genèse pourrait être retracée. *«Les ONG héritent de l'humanitarisme révolutionnaire du XVIII^{ème}. Elles jouent un rôle quasi magique dans la découverte et la confirmation d'une nature humaine commune à tous les hommes ; leur objectif est de remonter aux sources de la fraternité. Reste à espérer que face aux horreurs du monde, elles en proposent un début de compréhension plu-*

tôt qu'un "plaisir tragique".»⁽⁶⁾ Cette dimension Rousseauiste de la "compassion" n'est pas sans expliquer le caractère individualiste de la réponse. «*Parmi les motivations des volontaires, ceux qui veulent partir loin, aller faire leur métier ailleurs et dans des conditions pénibles, il y a toujours et avant tout un désir d'engagement individuel. (...) Ils disent qu'ils ont toujours souhaité partir ou qu'ils ont choisi un métier dans le secteur de la santé pour cela. Que les gens cherchent à s'accomplir autrement, en partant, ne me pose aucun problème*» affirme une responsable de recrutement à MDM.⁽⁷⁾

On voit ainsi aujourd'hui toute une génération humanitaire, candidats à un départ, à un engagement à titre personnel, parce qu'ils croient à une immédiateté possible du transfert de ses compétences, et se jouent des obstacles des langues et des cultures différentes, mus par une image de solidarité issue de la culture de droits de

l'homme universels.

C'est ainsi que je parlais aussi, néophyte de l'humanitaire, sur ma première mission, au Rwanda : Printemps 93. L'offensive du FPR, venant de la frontière Ougandaise, avait été stoppée dans le tiers Nord du pays, non sans l'"assistance" française... Un flot énorme de réfugiés au sud des lignes, et jusqu'aux portes de Kigali : une première urgence. Mais bien vite, une seconde, liée à la stabilisation même de la situation et aux négociations en cours, plus ou moins imposées par la France : le retour d'une partie des déplacés chez eux, en zone théoriquement démilitarisée nécessitait d'être accompagné, car plus aucune structure n'y fonctionnait, en particulier sanitaire. Ainsi nous franchissions régulièrement les lignes, entre notre base en zone gouvernementale et ces populations pour leur porter assistance. Et voilà que les accords d'Arusha furent signés : quel délire, quelle fête, dans les camps, Hutus et Tutsis

(6) Christian LECHERVY : *Les ONG sur l'échiquier géopolitique*, Ibid. p.34

(7) *Les Nouvelles* de Médecins du Monde N°35 p.18

confondus... Encore un mois et nous ferions la mission, après avoir passé des relais, et ne laissons plus qu'un dispositif de supervision de la réhabilitation des centres de soins. La conviction du devoir accompli, du bon travail quoi ! A ceci près que quelques mois après, tout explosait à nouveau, et la réponse immédiate était balayée par le flot de l'histoire...

Un imaginaire d'autant plus impératif et universel qu'aucun sens n'est plus donné.

L'"image" humanitaire dans son immédiateté, telle qu'elle implique une nouvelle forme de "responsabilité" mondiale n'en reste pas au sursaut individuel. Il y a bien aussi une dimension collective. Il n'y a qu'à voir la façon souvent "familiale" dont est vécue d'appartenance "à MSF" ou "à MDM" ou plus encore quand il s'agit de plus petites ONG comme AMI ⁽⁸⁾. Il y a là tout un réseau d'amis qui vivent leur enga-

gement, certes enraciné dans des convictions très personnelles au départ - il suffit de voir les très fortes personnalités de tous styles qu'on peut y rencontrer ! -, dans une espèce de convivialité plus ou moins organisée suivant l'importance de l'ONG. Etre intégré dans ce réseau, avoir ses connaissances est indispensable pour faire "son" chemin en humanitaire.

Ce n'est donc pas du tout une dimension collective au sens classique reposant sur un "sens" donné, l'engagement au coude à coude avec d'autres pour travailler à mettre en place des fonctionnements meilleurs, plus justes à tous les niveaux, du local au mondial. On ne croit plus aux structures, ni à une quelconque proposition de sens, religieuse ou non. Sur ce dernier point beaucoup disent "se poser des questions", mais surtout ne veulent pas de réponse ! Mais toutefois l'imaginaire issu de la culture des droits de l'homme se veut d'emblée planétaire.

(8) Aide Médicale Internationale

Quand je partageais avec Sophie et les autres de l'équipe, au fin fond du Zaïre ce qu'était mon engagement syndical dans mon hôpital d'attache en France ⁽⁹⁾, cela tenait un peu de la provocation ! La solidarité ne peut plus être ça, en tout cas pas simplement ça. La solidarité, pour ne pas faire sourire, est planétaire : une évidence tranchée lors d'une discussion embrumée par la fatigue au soir d'une journée de travail sans se ménager dans le camp de réfugiés... Mais même planétaire, la solidarité à laquelle on croit n'est plus basée sur aucun sens disponible du monde. Et l'on n'est pas plus tellement enclin à croire au rééquilibrage mondial par l'action de fond sur les structures quand on apprend sur RFI que le dernier représentant de la Banque Mondiale vient de boucler ses valises à Kinshasa... En revanche de ces lieux qui appellent l'action humanitaire, on est plutôt envahi par une espèce d'évidence du non-sens. Non-sens au quotidien de situations souvent irrationnelles, insaisissables et

mouvantes, mais toujours violentes, agressives dans leur vécu : injustices entre victimes d'injustice, situations dont personne ne peut voir ni prévoir l'issue, mais curieusement, expérience pratique d'une absence de sens donné qui semble nourrir justement le dynamisme de l'engagement. *« Si l'évangile des hommes perdus et de la Terre Patrie pouvait donner vie à une religion, ce serait une religion qui serait en rupture avec les religions du salut céleste comme avec les religions du salut terrestre. (...) Mais ce serait une religion qui pourrait comprendre les autres religions et les aider à retrouver leur source. L'évangile de l'anti-salut peut coopérer avec l'évangile du salut justement sur la fraternité qui leur est commune. (...) Ce serait une religion au sens minimal du terme : participer à ce qui nous dépasse, ouvrir à ce que Pascal appelait charité et que l'on peut appeler aussi compassion. (...) Ce serait une religion des profondeurs : la communauté de souffrance et*

(9) Délégué du personnel CGT à l'Institut Curie

de mort. Ce serait une religion sans vérité première, sans vérité finale...»⁽¹⁰⁾

Tout se passe comme si l'image d'un engagement immédiat, à la fois individuel et au niveau planétaire s'imposait d'autant plus impérativement que le sens d'un tel engagement se dérobe radicalement. Et si les médias confortent et valorisent cette image, ils n'en sont certainement pas à l'origine. Ils ne font que conjuguer à leur manière immédiateté et non-sens dans une protestation dont l'effet paraît assuré. Se vouloir responsable, c'est au moins vouloir s'assurer qu'on n'est pas coupable, car aujourd'hui tout le monde sait...que l'on sait...

La responsabilité assumée ainsi à partir d'un imaginaire d'immédiateté au plan mondial, correspond dans son impératif à l'absence du sens. Peut-être retrouverait-on d'ailleurs un fonctionnement analo-

gue devant d'autres grands défis à l'humain auxquels notre société se trouve confrontée sans réponse, comme par exemple le Sida. C'est la redécouverte de valeurs infra chrétiennes telles la solidarité communautaire, redécouverte dont les milieux chrétiens sont un peu vite friands sans bien mesurer que ces "valeurs" nouvelles sont en fait tout un art, l'art d'un danseur de corde au-dessus de l'abîme...⁽¹¹⁾

"Citoyens du monde", de l'imaginaire au réel.

L'argent des "donateurs" permet en général à une ONG de démarrer une mission en urgence "sur fonds propres". Etant donné le coût des opérations, on se doute que cela ne peut durer ainsi très longtemps. Sur le terrain, l'équipe qui débute un projet se voit assaillie, en plus des urgences de la

(10) Edgar MORIN, *Terre patrie*, Seuil, P. 206-207

(11) «*Lorsque Zarathoustra eut parlé ainsi, quelqu'un s'exclama dans la foule : "nous en avons assez entendu sur le danseur de corde ; maintenant faites nous le voir". Et toute la foule rit de Zarathoustra. Mais le danseur de corde, qui croyait que c'est de lui qu'on parlait, se mit à l'oeuvre.*» Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra* Prologue.

situation, par les demandes pressantes de rapports, d'enquêtes nutritionnelles etc., tout cela dans le but de mobiliser au plus vite des "financeurs institutionnels"⁽¹²⁾. C'est très vite l'expérience que le "don" n'est pas simple ni pur : il dépend, pour qu'une action puisse se prolonger de manière un minimum significative et efficace, de la bonne présentation des dossiers à ces financeurs, qui eux feront des choix bien évidemment dépendants de stratégies politiques. Sur place, quand la visite d'un représentant de ces instances est annoncée, on se dépêche d'apposer partout les autocollants correspondants (par exemple : "CEE"). Et voici que la médiation s'impose bien vite à ceux qui étaient partis dans un rêve d'immédiateté. Rien ne se fait sans politique ! De même, sur le terrain l'acheminement de l'aide ne va pas sans un certain nombre de "contacts" politiques locaux sur la nature desquels on reste sans illusion

après une mission au Zaïre !

«L'humanitaire transgresse les frontières, transformant l'individu en un acteur universel et cosmopolite, présent en permanence sur tous les points chauds de la planète (...) Il prend le parti des victimes, des sans-Etat, tout en croyant pouvoir faire l'économie des médiations politiques ou institutionnelles sans lesquelles un tel combat a du mal à trouver une issue politique. "Il y a un génie de la charité et de l'humanitaire, apparu dans les failles de la politique, qui est de préférer le soulagement ponctuel d'une détresse à l'attente messianique d'un salut total. L'un et l'autre manifestent une même impatience de la générosité. Mais la charité court toujours le risque de vouloir remplacer l'état, comme l'humanitaire de remplacer la politique (au prix d'être manipulé par elle)".»⁽¹³⁾

(12) Par exemple la CEE, ou pour les Etats Unis des espèces de banques d'ONG comme US AID.

(13) Olivier Mongin : *De la compassion à la réciprocité*, ibid. p.90, qui cite Pascal Bruckner : *La pitié incertaine* dans Esprit 1994.

Une liberté...

Finalement, l'élan humanitaire, à condition qu'il soit capable d'assumer la médiation, ne dit-il pas malgré tout quelque chose de la liberté inaliénable de chaque homme, de chaque citoyen, même dans une société où tout semble devoir être réglé d'avance par le jeu des intérêts ? En effet, être "citoyen du monde", si l'on ne reste pas victime de l'illusion de l'immédiateté, c'est aussi "empêcher de tourner en rond", dans une société si bien huilée qu'elle ne se rend même plus compte qu'elle "tourne" ainsi, et sur elle même.

Le politique est en mal d'hommes libres. Il n'est guère étonnant que ce soient des acteurs de l'humanitaire (au sens large) qui tiennent la vedette de l'audimat. Et c'est sans doute aussi plus qu'une simple mode médiatique. Est-ce que ces figures ne symbolisent pas aussi une dimension de la citoyenneté qui n'a plus guère d'autre lieu d'expression aujourd'hui ? *«Si la loi n'assure pas à tous la possibilité de vivre, c'est la loi qui est illégale»* osait lancer l'abbé Pierre...

Mais s'il en est ainsi, il faut aussi dire que ce que révèle aujourd'hui l'humanitaire est toujours aussi ce qui contestera l'humanitaire, comme cela conteste les limites de tout fonctionnement humain social : quelque chose de plus originel, une exigence qui vient de plus profond...

Mais revenons à notre petite expérience de radicalité ! A M'Buji Mayi, au Zaïre, ma collègue infirmière et moi avons été rapidement confrontés à des choix, qui, dans notre naïveté du début ne nous paraissaient même pas être des choix, mais simplement correspondre à une nécessité : le programme de nutrition intensive était limité aux enfants de moins de 110 cm. et défini comme tel, (notamment par rapport aux financeurs). Or rapidement au vu de leur état, nous avons accueilli des plus âgés, même des adultes. Nous avons aussi "traîné" à sortir autoritairement du programme ceux, petits ou grands, qui ne prenaient pas de poids, malgré l'important apport calorique et le traitement d'une pathologie associée de type infectieux par antibiotiques : c'étaient des suspicions de Sida et /ou tuberculose, qui "encombraient"

inutilement le programme de nutrition, et coûtaient sans résultat à espérer... Rapidement nos propositions prirent l'allure d'une dissidence... Et que dire des réticences à inventer une structure d'accueil pour les orphelins, alors que nous avons constaté que même provisoirement "rénutris", ils étaient condamnés à errer dans le camp à la recherche d'une prise en charge amie, toujours aléatoire dans ces conditions limites. Et que dire de l'idée d'une école, alors que l'urgence n'était pas seulement de nourrir, mais aussi de donner au plus vite aux jeunes et aux enfants une chance d'abord d'apprendre la langue du pays où il sont arrivés et où ils devront s'intégrer, et ensuite de ne pas perdre un minimum d'acquis scolaire par une interruption prolongée...

Manque de réalisme pratique ? Certainement ! Mais serions-nous vraiment "responsables" sans ce petit grain de folie ? C'est ce qui nous a mis en route, c'est ce

qui nous laissera toujours insatisfaits devant un fonctionnement établi, c'est ce qui nous amène à jouer la carte d'un collectif, de l'associatif, à accepter finalement les contraintes des relais institutionnels ou politiques, mais sans jamais en épouser les limites.

L'image que je garderai du Zaïre, c'est en fin de compte celle de cette petite orpheline dont nous avons vu mourir la mère au dispensaire du camp, et que je gâtais plus que les autres, dans l'espoir d'un sourire, sans raison. Chaque fois que j'arrivais, je la recherchais au milieu des autres, sans raison..., au milieu des besoins généraux et tous azimuts... Mais je n'étais pas le seul, ma collègue aussi avait ses préférés. Et l'on pouvait ainsi parfois nous trouver sur le camp, à perdre du temps, à faire des choses qui n'avançaient à rien au vu du "sérieux" et de "l'ampleur des problèmes"... L'inutile, c'est important, c'est vital !

Politique et citoyenneté

François MARTY

François Marty, jésuite, est enseignant au Centre Sèvres. Auteur de nombreux travaux spécialisés, en particulier sur Kant, il a aussi aidé des générations d'étudiants à comprendre la "modernité", par son cours "Vérité et Communication", et son livre publié en 1990 : La Bénédiction de Babel (Ed. du Cerf).

Je ne sais quelle sera l'exacte proportion de ceux et celles qui seront invités, le 23 Avril prochain, à venir à un bureau de vote, pour user pour la première fois de leur carte d'électeur. Ce sera l'attestation de leur "majorité", de leur accès au plein exercice de leur citoyenneté, rejoignant leurs aînés qui, au long des années viennent, lors des consultations électorales, remplir "leur devoir de citoyen". Le "a voté", qui accompagnera le bulletin déposé dans l'urne témoignera de l'exercice d'un pouvoir, modeste, sans doute, chacun n'a qu'une "voix à donner", mais bien réel, à en juger par la série de ceux et celles qui

pendant une campagne électorale sollicitent cette voix. La loi limite sagement la durée d'une telle campagne, mais sans pouvoir empêcher les campagnes "inofficielles", pressées d'assurer au plus tôt les positions.

Tout citoyen d'un pays démocratique est appelé, quand il vote, à faire acte politique. Est-ce là le moment majeur de sa vie de citoyen : quand est-on citoyen ? Et si la vie politique a un tel poids, comment expliquer la sorte de désaffection qui se manifeste à son endroit en bien des démocraties ? Ne convient-il pas de proposer de nouvelles frontières, ouvrant un avenir ?

I. - *Quand est-on citoyen ?*

Certes, la première réponse semble être : “constamment”, la citoyenneté désignant un statut, celui du membre d’un Etat, comme sujet de droits et de devoirs civils et politiques. Les sanctions qui peuvent suspendre tel ou tel droit confirment cette réponse. S’il est intéressant, cependant, de s’arrêter à ce moment particulier de l’exercice du droit de vote, c’est que le citoyen est alors “objet de considération”, comme en témoigne tant le rituel du vote que la campagne électorale. Or les “témoignages de considération” sont aptes à révéler la complexité des rapports humains, puisqu’ils vont des “sentiments de considération” auxquels des formules stéréotypées de fin de lettres demandent de croire, à une “considération” exprimant un vrai respect de l’autre, en passant par celle qui cache mal le souci du meilleur profit à tirer.

A. Dignité du citoyen

Il n’est pas inexact de dire que dans le monde éclaté qui est le nôtre, les “droits de l’homme” sont capables d’offrir la référence

commune, qui est requise pour que puisse s’amorcer quelque dialogue. Et si les interprétations en sont vite inconciliables, elles se veulent cependant interprétation de ces droits. Or la déclaration de 1790 énonçait “les droits de l’homme et du citoyen”, faisant donc équivaloir “homme” et “citoyen”. C’est dire que l’individu humain est toujours membre d’une société, vivant, de sa naissance à sa mort, dans des réseaux de solidarité. Cette condition lui est commune avec le monde animal, où la solidarité peut prendre des formes étonnantes. La raison, cependant, qui guide connaissance et action, font que les hommes sont responsables, les uns pour les autres, d’une vie digne de l’homme. Cela veut dire, en négatif, la défense contre les dangers, en positif, l’instauration des conditions permettant le développement de la vie du corps et de l’esprit. Tel est le tissu des droits et devoirs dont l’exercice font la vie d’une cité. La dimension politique concerne très précisément les décisions mettant en oeuvre la responsabilité de chacun envers tous et de tous envers chacun. On comprend que l’exercice de cette responsabilité puisse être considéré comme la plus haute forme d’une citoyenneté.

Cette conception de la solidarité humaine, de la fraternité, implique une égalité de base entre tous, ce qui revient à donner chance à la liberté de chacun. Et il faut entendre l'objection qui dit cette conception de l'homme trop marquée par l'Occident. A s'engager dans cette discussion, on ne pourrait éviter, cependant, le creux d'un débat "idéologique". Il vaut mieux rester dans la problématique de la culture où nous sommes, et remarquer combien sont exclus de la dignité du citoyen qui vient d'être décrite, que ce soit en raison de dispositifs de droit ou de fait. Et cela rappellera qu'il convient d'abord, en matière d'exclusion, de "balayer devant sa porte", ce qui peut autoriser, (au sens fort du terme : parler avec autorité), à signaler ailleurs des coups de balai à donner.

B. L'isoloir et l'exercice de la citoyenneté

On aura peut-être trouvé l'abord que je viens de faire du politique bien idéaliste. La part prise aux décisions concernant le bien commun est en effet un élément considérable de la dignité de l'homme. Mais qu'en est-il de la réalité concrète de cette

part prise ? N'est-il pas facile d'évoquer la fraîcheur des débuts : premier vote, déclaration de 1790 ? Je voudrais noter cependant que la Constitution française est idéaliste, en ce qui concerne le vote, puisqu'elle se refuse à sanctionner l'abstention, au contraire de législations voisines. C'est croire en la force du "devoir du citoyen".

Il reste qu'il est légitime de se poser des questions par rapport au vote. On aurait tort de se plaindre du peu que représente une voix, sur l'ensemble des votants. C'est au contraire le cas, peut-être le seul, où l'égalité entre tous et toutes est effective. Quand le Président de la République dépose son bulletin dans l'urne, il n'a pas plus d'autorité que le plus modeste des autres citoyens. Et c'est pourquoi la photo d'un grand personnage déposant son bulletin dans l'urne vaut une première page de journal.

Les questions surgissent vite, pourtant, et à partir même de cette égalité. Qu'est-ce qui garantit que la majorité numérique soit l'assurance de la meilleure décision ? N'y a-t-il pas des "voix plus autorisées", écrasées par le rouleau égalitaire ? Et peut-on dire que l'acte le plus haut de la liberté du citoyen soit l'isoloir, avec le bulle-

tin anonyme ? Certes, on concèdera vite que toute autre manière de procéder est pire. Mais la liberté du citoyen n'est-elle pas plus vive, lorsqu'il a le courage de "ne pas cacher ses opinions" ?

Aussi bien faut-il se demander si l'isoloir n'est pas le masque commode, dispensant d'un examen plus attentif. L'égalité est-elle tellement effective, quand on entend un candidat ou un parti compter les voix dont il pense disposer ? Certes on "donne" sa voix à un candidat, à un parti, et il ne faut pas atténuer la force du verbe. On peut s'étonner, cependant, lorsque, pour un second tour, on entend un candidat hors jeu donner ses "consignes" de vote, ce qui amènera à parler de "report des voix" qui se fait bien ou mal. C'est que chacun entre dans l'isoloir avec tous les réseaux de liens qui sont les siens. Entre les individus et le groupe des dirigeants politiques, la cité déploie tout un ensemble de corps intermédiaires.

C. Partis politiques et corps intermédiaires

L'importance donnée au politique pourrait laisser à penser que les partis politi-

ques viennent en tête de ces associations, au point que l'absence d'appartenance à un tel parti serait un manque dans le statut de citoyen. Mais on peut se demander si le parti politique ne risque pas de contredire l'essence même du politique. Son organisation nécessaire, le leadership qu'il requiert, ne vont-ils pas au contraire de cette égalité qui fait les citoyens ? Davantage : le membre d'un parti n'aliène-t-il pas sa liberté de choix politique, dans la mesure où acheter la carte d'un parti est pour une grande part déterminer d'avance le choix de l'isoloir ? Paradoxalement, l'enjeu de toute campagne électorale n'est-il pas justement dans ces citoyens non inscrits à un parti, indécis à quelques jours du vote, voire au moment d'entrer dans l'isoloir, et qui constitueront cette fraction, entre zéro et un pour cent, qui peuvent séparer, dans nos démocraties, le vainqueur du vaincu ?

Les points d'interrogation accompagnant ces réflexions ne sont pas une forme rhétorique, masquant une réponse déjà faite. Ils rappellent d'abord qu'il y a d'autres formes d'associations que celles qui sont proprement politiques, où se vivent ces appartenances à des corps intermédiaires, qui insè-

rent l'individu dans le groupe. En un sens large, ces corps intermédiaires comprennent les associations à but social, professionnel, familial, en entendant d'abord par là des groupes occupés à promouvoir droits et devoirs, à des niveaux plus sectoriels que le politique proprement dit. En relèvent aussi toutes les autres formes de vie professionnelle, familiales, culturelles, religieuses. Qui n'est pas dans un parti politique n'est pas pour autant un individu isolé. Les partis politiques le savent certes et c'est ce qui leur permet d'occuper leur place propre et irremplaçable dans les corps intermédiaires. Les questions que je posais introduisent pourtant une réflexion sur une constatation bien plus inquiétante pour eux, celle d'une désaffection à l'endroit de la politique.

II. - Les enjeux du pouvoir

Le pouvoir de l'électeur, pour réel qu'il soit, est paradoxal, car finalement il consiste avant tout à "donner sa voix", c'est-à-dire à se défaire de ce pouvoir en le donnant à un représentant. Certes, c'est un "mandat" qui lui est donné, et lorsque lui-

même, ou la même tendance, "reviendra devant les électeurs" il pourra y avoir sanction pour un mandat mal rempli. Tout n'est pas réglé par là, cependant, et ce fil conducteur du pouvoir "donné" peut servir à évoquer quelques aspects de la désaffection vis-à-vis du politique.

A. La politique politicienne

La souveraineté du peuple ne peut s'exprimer que par une voie représentative, car la "démocratie directe", dont on trouve un certain rêve chez Rousseau, n'a pas besoin d'atteindre un nombre bien considérable de membres pour être dans l'impasse, tiraillée qu'elle est entre l'éparpillement des opinions et l'unanimité. Dans un cas la décision sera le fait de la moins faible des minorités, dans l'autre chacun dispose du droit de veto, la plus mauvaise forme de la tyrannie, car elle ne peut être que négative.

Mais un mandat de représentation ne peut être que confié à une personne, à qui justement confiance est faite, car la forme contraire, consistant à la surveiller sans cesse, reviendrait à ne pas lui laisser exercer le pouvoir. Ce n'est pas un hasard si, quand

l'autorité d'un pouvoir est branlante, il faut recourir à la question de confiance. Cette personnalisation du pouvoir politique n'est pas étrangère à des pratiques que l'on regroupe volontiers sous le sigle de "politique politicienne", et qui jouent un rôle dans la désaffection à l'endroit du politique.

On se plaint parfois des "querelles de personnes", qui se substituent à des "débat d'idées". On voit d'abord qu'il ne faut pas en être surpris. Le mouvement propre de la représentation est d'aller à réduire le nombre des décideurs effectifs, et cette logique ne peut pas ne pas conduire, au niveau de l'exécution, à la personne du "chef", ou d'un petit collège de décideurs. Chacun pourra aisément illustrer cette situation par le fonctionnement de notre démocratie. Mais cela signifie que la place occupée par qui exerce un pouvoir est celle dont un autre a été éliminé. Se maintenir au pouvoir est aussi toujours faire en sorte que d'autres candidats potentiels en demeurent écartés. Il n'y a certes pas de mal à cela, et le ressort de la permanence au pouvoir peut être les bons services rendus à la collectivité. - Mais il est des dispositifs qui assurent ces services, et qui ont aussi l'avantage de maintenir

à l'écart les concurrents. Aussi bien le glissement est-il insensible, vers les dispositifs dont le plus sûr effet est d'écartier le concurrent, même s'ils ont en même temps quelque utilité pour le bien public. On est là aux "habiletés politiques", toutes choses que chacun saura illustrer. Quant à l'expression consacrée des "amis politiques", on sait que ce genre d'"amitié" peut être mis à rude épreuve.

Une parade pour faire face à ces déviations possibles tient dans la place faite, dans l'exercice de la vie politique même aux partis politiques. Mais on voit vite que, outre le risque du leader charismatique, ils ont l'inconvénient de "diviser l'opinion". Il est remarquable que le terme de "partisan", formé sur "parti", indique un jugement faussé. Qu'il suffise de rappeler ici les problèmes soulevés par tout ce qui est "gouvernement de parti", qu'il s'agisse de "parti unique", ou des savants dosages des multipartismes. Ils n'évitent pas les difficultés liées à la nature même d'une démocratie représentative. Ils sont, pour une bonne part, les lieux où elles sont le plus sensibles. Mais c'est là aussi leur force, car ils sont aussi dès lors les lieux où on apprend à y faire face.

L'élection au suffrage universel du président de la république, en France, devait, dans l'esprit de de Gaulle, son initiateur, assurer ce contact d'un homme avec toute la nation, puisqu'il devait être le "représentant de tous les Français". Si le principe de cette élection paraît être largement accepté aujourd'hui, il est assez clair que les partis y jouent un rôle, et que l'élection au suffrage universel n'a pas désarmé la violence dans le jugement de rejet d'un bon nombre de ceux dont le candidat avait été éliminé.

B. La technocratie

La démocratie peut espérer des dirigeants incarnant la "vertu" qu'elle appelle, indemnes de tout enrichissement personnel. Il reste qu'elle n'exclura pas ce qui est, avec l'amour, la plus grande passion de l'homme, celle de l'exercice du pouvoir. Qui, sans cela, prendrait sur lui toutes ces charges ? Aussi bien faudrait-il se garder d'assimiler une telle passion à un vice, même s'il faut bien en revenir à la relation de confiance faite à qui sait faire coïncider sa passion de pouvoir avec une passion de

servir. Les deux choses ne sont pas inconciliables. La vraie autorité est celle qui n'est pas jalouse, orientée qu'elle est vers cette croissance à apporter, marquée dans l'origine du terme.

Il y aurait une voie, cependant, où on continuerait de parler peut-être de "confiance", mais où on éliminerait tout risque en la fondant sur la compétence. La bonne décision n'est-elle pas, finalement, la plus raisonnable, et le bon décideur celui qui sait s'entourer de l'équipe compétente, apte à bien analyser une situation, pour apporter la réponse adéquate à ses besoins ? Tel est le principe de la technocratie. Il faut avouer que son propos semble inattaquable. N'est-il pas étrange de voir des parlementaires débattre en des domaines où, au mieux, tous ne peuvent être compétents, santé, équipement industriel, éducation, pour ne citer que quelques exemples. Sans doute font-ils appel aux "experts". Mais n'est-ce pas les reconnaître comme vrais décideurs, et ne faudrait-il pas alors en tirer les conséquences ?

Le débat est important, et il est nécessaire pour donner sa juste place au "politique". La technocratie va finalement à dispenser du choix : le "plus rationnel" ne se

choisit pas, il s'impose. Ainsi en va-t-il pour un système de freinage, pour le traitement d'une maladie. - On verra vite une limite, cependant, car cette rationalité va inévitablement aux "multinationales". Le fait d'être française, allemande ou japonaise n'ajoute en rien à la qualité d'une automobile. Et il est logique de préférer celle qui, pour le même rendement, revient moins cher, - on ne sera pas loin d'en faire un devoir envers l'humanité.

Cela veut dire que la technocratie ne peut considérer que comme un irrationnel, à supporter patiemment au mieux. Il s'agit de ce qui fait l'identité des individus et des groupes, ce qui justement se situe au niveau de la solidarité qui fait une cité, et qui est l'enracinement dans une histoire. De là se prennent les proximités où les solidarités trouvent figure. C'est ce qui fait aussi que, s'il est loisible de transporter des machines à l'endroit où la meilleure entreprise pourra se réaliser, il n'en va pas de même pour les hommes. Et s'il se peut qu'il soit plus "économique" de faire de groupes humains des "assistés" de pays producteurs, ce n'est pas conforme à la solidarité, où les uns et les autres sont responsables d'une vie digne de

l'homme pour tous.

Ces communautés historiques sont aussi porteuses de valeurs propres, toutes celles qui font une culture, manières diverses de s'exprimer et de vivre. Le politique a pour vocation de rendre possibles les choix entre ces diverses propositions. Cela est vrai à l'intérieur des nations. Ainsi le clivage droite et gauche, s'il n'a pas à être durci, relève-t-il de ces styles différents, les valeurs privilégiées étant d'ordre, ou de liberté. Et cela se répète, dans les relations entre ces autres communautés historiques que sont les nations. Si les nationalismes peuvent "s'exacerber", c'est qu'ils sont aussi une dimension de fond de l'existence humaine.

C. Les vrais débats

On est en droit, quand s'approche un vote, de souhaiter de "vrais débats". Ils ne peuvent faire fi de la réalité, des études qui analysent, avec compétence, les conditions des différents domaines où se joue la vie de la cité. Economie, équilibre social, éducation, ouvrant sur le domaine des expressions culturelles, tout cela demande des compé-

tences, et il faut que puissent s'exprimer ceux et celles qui les ont. Mais on sait bien aussi que ne sont ni les chiffres, ni ce que l'on appelle les "faits" qui peuvent trancher les débats politiques.

Tous en effet, chiffres et faits, sont soumis à une interprétation, et elle se fait à partir des choix de valeur, qui font la physiologie des différentes communautés historiques. Le jeu du pouvoir, qu'il s'agisse de la loi de la majorité, ou de l'inévitable personnalisation, par confiance faite aux représentants du pays, fait qu'aucune décision politique ne peut "faire l'unanimité". Je crois que le critère de la santé d'une démocratie devient alors la façon dont les minorités peuvent se faire entendre, être respectées, alors même qu'elles demeurent minorités. Je ne puis développer davantage cela dans l'espace de ces réflexions.

Il faudrait aussi évoquer l'immense tâche de formation, qui revient aux associations intermédiaires à l'endroit de leurs membres. La philosophie politique parle souvent à ce propos d'éducation, terme fort adéquat, qu'on aurait tort de réduire aux enfants et aux jeunes. C'est toute sa vie que l'homme a à être éduqué, et d'abord par les

imprévus qu'il rencontre. L'accélération des changements dans le monde moderne, liée à la loi de progrès de la science et de la technologie, augmente la pertinence du terme. La diversité des domaines où une formation est à poursuivre est une des raisons qui justifient la diversité des formes de vie associative.

Je me bornerai, en guise de conclusion, à évoquer de "nouvelles frontières", donnant chance à des différences peuvent se faire sentir, sans empêcher le corps pris dans son ensemble d'avancer.

De nouvelles frontières

Il ne faut pas trop vite prendre son parti des taux considérables d'abstentions lors des votes. Comment ce qui devrait être ressenti comme un des moments majeurs, la part prise à la responsabilité envers le bien de tous, peut-il laisser pareillement indifférent ? Les conditions paradoxales de l'action politique laissent assez entendre la déception possible : l'acteur est un individu, solidaire d'une de ces tendances de la vie publique qui s'exprime dans les partis, alors qu'il doit

décider au niveau du bien commun. L'habitude de la division des tâches, dans notre monde marqué par la science et la technologie, accentue encore la déception. S'il ne se laisse pas absorber par la technocratie, le politique se présente comme un secteur peu efficace, champ clos de rivalités de personnes, lieu menacé par la paperasserie et les discours sans fin, invité à être aussi discret que possible.

C'est pourquoi le désintéressement vis-à-vis du politique ne peut être guéri que si vient un souffle neuf. Il faut briser l'enfermement, en offrant de nouvelles frontières. C'est de solidarité qu'il s'agit, dans l'agir politique. Il importe d'en dilater les limites, de laisser revenir le rêve, l'utopie de l'homme citoyen du monde, qui aéra le 18^{ème} siècle. Notre siècle a été vite déçu de la SDN. L'ONU présente plus de stabilité, même si son impuissance ne s'excuse que par la justesse de ses ambitions.

L'homme n'est citoyen du monde que

si d'abord il est citoyen dans une terre propre. Cette citoyenneté, où l'universel humain devient effectif, ne supprime pas les frontières, en effet. Mais elle en change la figure, ou plutôt elle les conduit à leur vérité. La frontière est toujours double : elle délimite un groupe, le distinguant des autres, avec son originalité. Mais cette délimitation n'est frontière d'une terre humaine que parce qu'elle est aussi ce qui donne visage propre à un autre groupe, le voisin. Si bien que la frontière ne distingue qu'en donnant de se rencontrer. Il importe de vivre, aujourd'hui cette réalité de la frontière. Deux lieux nous sont donnés, décisifs pour le vote qui approche. L'une est cette frontière que nous trouvons à l'intérieur même de nos cités, la présence des immigrés : quelle place leur faisons-nous ? L'autre est l'Europe, avec son défi : une vraie réalité politique, avec son unité, et des visages multiples. Travailler à cela est travailler pour toutes les autres formes de solidarité.

Lettre à Diognète

Nous ne connaissons pas l'auteur de cette «Lettre à Diognète» dont la première copie manuscrite fut récupérée à Constantinople au XV^{ème} siècle, chez un marchand qui enveloppait son poisson avec ! Henri-Irénée Marrou pensait que ce texte provenait d'Alexandrie et que, rédigé, vers 190-200, il pouvait avoir comme auteur quelqu'un comme Panthène, maître de Clément d'Alexandrie...

Après avoir pris ses distances avec les cultes païens et le ritualisme juif, l'auteur expose la condition du chrétien dans le monde. « ... *Ce que l'âme est dans le corps, les chrétiens le sont dans le monde.* » L'expression est audacieuse. Elle semble même, pour nous, quelque peu fallacieuse. Elle joue cependant un rôle primordial dans l'argumentation de notre auteur. De Platon aux stoïciens, les philosophes ont parlé de l'âme du monde. C'était, pour eux, Dieu lui-même ou au moins un principe de nature divine. L'univers et Dieu n'étaient pas étrangers l'un à l'autre. Dieu seul donnait un sens, une intelligibilité au monde. Il en était comme l'âme. La perspective de notre auteur va plus loin. Ce sont les chrétiens qui donnent au monde une âme. L'Écriture invitait en effet à reprendre l'expression des philosophes en leur donnant un sens nouveau : « *Vous êtes le sel de la terre... la lumière du monde* » (Mt 5, 13-16). L'Ancien Testament lui-même parlait d'un peuple sacerdotal (Ex 19, 6) et l'appellation est reprise par l'épître de Pierre (1 P 2, 5, 9), par l'Apocalypse (1, 6 ; 5, 10). L'auteur était donc fondé à

« revendiquer pour les chrétiens ce rôle animateur que la pensée antique reconnaissait au sein du cosmos à quelque principe divin » (H.-I. Marrou). Tout au long du ch. VI l'idée va être admirablement développée. Il en résulte que les chrétiens, bien loin d'être étrangers au monde « sont pour lui un principe de cohésion interne d'unité, de permanence, et de vie » (H.-I. Marrou).⁽¹⁾

*
* *

[...] V. Car les chrétiens ne se distinguent des autres hommes ni par le pays, ni par le langage, ni par les vêtements. 2. Ils n'habitent pas de villes qui leur soient propres, ils ne se servent pas de quelque dialecte extraordinaire, leur genre de vie n'a rien de singulier. 3. Ce n'est pas à l'imagination ou aux rêveries d'esprits agités que leur doctrine doit sa découverte ; ils ne se font pas, comme tant d'autres, les champions d'une doctrine humaine. 4. Ils se répartissent dans les cités grecques et barbares suivant le lot échu à chacun ; ils se conforment aux usages locaux pour les vêtements, la nourriture et la manière de vivre, tout en manifestant les lois extraordinaires et

vraiment paradoxales de leur république spirituelle. 5. Ils résident chacun dans sa propre patrie, mais comme des étrangers domiciliés. Ils s'acquittent de tous leurs devoirs de citoyens et supportent toutes les charges comme des étrangers. Toute terre étrangère leur est une patrie et toute patrie une terre étrangère. 6. Ils se marient comme tout le monde, ils ont des enfants, mais ils n'abandonnent pas leurs nouveau-nés. 7. Ils partagent tous la même table, mais non la même couche. 8. Ils sont dans la chair, mais ne vivent pas selon la chair. 9. Ils passent leur vie sur la terre, mais sont citoyens du ciel. 10. Ils obéissent aux lois établies et leur manière de vivre l'emporte en perfection sur les lois.

(1) Notes in *Les écrits des Pères apostoliques*, Ed. du Cerf.

11. Ils aiment tous les hommes et tous les persécutent. 12. On les méconnaît, on les condamne ; on les tue et par là ils gagnent la vie. 13. Ils sont pauvres et enrichissent un grand nombre. Ils manquent de tout et ils surabondent en toutes choses. 14. On les méprise et dans ce mépris ils trouvent leur gloire. On les calomnie et ils sont justifiés. 15. On les insulte et ils bénissent. On les outrage et ils honorent. 16. Ne faisant que le bien, ils sont châtiés comme des scélérats. Châtiés, ils sont dans la joie comme s'ils naissaient à la vie. 17. Les Juifs leur font la guerre comme à des étrangers ; ils sont persécutés par les Grecs et ceux qui les détestent ne sauraient dire la cause de leur haine.

VI. En un mot, ce que l'âme est dans le corps, les Chrétiens le sont dans le monde. 2. L'âme est répandue dans tous les membres du corps comme les Chrétiens dans les cités du monde. 3. L'âme habite dans le corps et pourtant elle n'est pas du corps, comme les Chrétiens habitent dans le monde mais ne sont pas du monde. 4. Invisible, l'âme est retenue pri-

sonnière dans un corps visible : ainsi les Chrétiens, on voit bien qu'ils sont dans le monde, mais le culte qu'ils rendent à Dieu demeure invisible. 5. La chair déteste l'âme et lui fait la guerre, sans en avoir reçu de tort, parce qu'elle l'empêche de jouir des plaisirs : de même le monde déteste les Chrétiens qui ne lui font aucun tort, parce qu'ils s'opposent à ses plaisirs. 6. L'âme aime cette chair qui la déteste, et ses membres, comme les Chrétiens aiment ceux qui les détestent. 7. L'âme est enfermée dans le corps : c'est elle pourtant qui maintient le corps ; les Chrétiens sont comme détenus dans la prison du monde : ce sont eux pourtant qui maintiennent le monde. Immortelle, l'âme habite une tente mortelle : ainsi les Chrétiens campent dans le corruptible, en attendant l'incorruptibilité céleste. 9. L'âme devient meilleure en se mortifiant par la faim et la soif : persécutés, les Chrétiens de jour en jour se multiplient toujours plus. 10. Si noble est le poste que Dieu leur a désigné, qu'il ne leur est pas permis de désertir. [...]

Sources chrétiennes N° 33 - Cerf.

Vie et mort de l'image - Régis DEBRAY

(Ed. Gallimard, 1992 et en poche, Folio n° 261.)

■ Présenté par Nicolas RENARD

La production et la consommation d'images évoluent au-jour'd'hui au rythme rapide de bouleversements technologiques constants.

De nouveaux lecteurs d'images apparaissent qui correspondent à de nouvelles techniques de fabrication. Notre rapport aux images s'en voit bouleversé et, peut-être plus radicalement encore, notre façon d'habiter le monde.

Notre univers est trop mobile pour que nous ayons une vue définitive des ces mutations et de leurs conséquences. Au moins peut-on

tenter d'y voir un peu plus clair. C'est ce que nous aide à faire l'ouvrage de R. Debray.

L'auteur enquête sur la place et le rôle de l'image dans notre société avec une très grande richesse d'exemples et des analyses toujours éclairantes. L'argumentation est claire, le propos alerte et on sort de cette lecture non avec la réponse à toutes les questions mais plus riches d'éléments de nature à enrichir notre propre réflexion.

R. Debray s'attache à ce qu'il appelle le "complexe médiologique", c'est à dire à

la totalité du contexte dans lequel les images sont produites et reçues. Il mène son enquête simultanément dans plusieurs directions dont certaines n'ont guère été étudiées dans le passé. C'est ainsi qu'il accorde une grande importance à l'aspect technique de la fabrication des images dans la mesure où elle a des incidences sur la place et le rôle qu'elles peuvent jouer. Mais il étudie bien évidemment le sens qu'elles revêtent dans la culture de l'époque, le pouvoir qu'elles exercent, les personnes ou les institutions qui

leur donnent du crédit et parmi elles le critique d'art. Il s'attache enfin à leur efficacité de même qu'au rapport à l'objet vu dans lequel elles nous installent.

Si l'auteur consacre l'essentiel de ses analyses aux mutations récentes, il situe cependant ces dernières dans la longue histoire des développements de l'image en Occident. Régis Debray distingue ici trois périodes :

→ Celle de "l'idole" où ce qui compte avant tout c'est l'objet représenté, le plus souvent une réalité de nature divine. L'image a ici pour but de mener au-delà d'elle-même vers ce qu'elle montre. L'artiste s'efface et on ne s'attarde pas sur sa technique. On ne parle pas alors d'art. Seul compte ce qui est visé. C'est l'art de l'Antiquité ou du Moyen-âge.

→ A cette période succède celle de l'art proprement dit à

la Renaissance. L'oeuvre en tant que telle prend désormais de l'importance ainsi que l'artiste. On devient attentif à la manière de représenter et à la subjectivité du regard. C'est aussi l'époque où apparaît l'idée de paysage.

→ Nous sommes entrés au-jour d'hui dans une nouvelle ère, celle du visuel. Les images se succèdent à une vitesse croissante, la notion d'auteur s'estompe peu à peu, de même que la référence à la réalité. C'est le temps de la multiplication des chaînes de télévision et des images de synthèse.

C'est à cette mutation que l'auteur consacre la dernière partie de son ouvrage. Il attire notre attention sur la révolution que représente la télévision en couleur qui abolit la distance avec le réel impliquée par le noir et blanc. L'écran couleur donne l'im-

pression d'une présence immédiate et abolit la conscience de l'écart qui existe entre le monde et l'image qui tente de le représenter. A ce bouleversement s'ajoute celui qui se produit lorsque l'image devient numérique et obéit à de toutes nouvelles conditions de production. Désormais l'image est fabriquée à partir de données numériques et la confusion va pouvoir s'établir entre l'image reçue et l'image transformée ou inventée. Notre rapport au réel s'en voit ainsi troublé et les frontières se brouillent entre le monde et sa représentation. Et le phénomène s'aggrave dans une société de plus en plus vorace d'images où une consommation croissante répond à une production industrialisée.

Il est impossible de rendre compte en quelques lignes de toute la richesse des analyses de R. Debray. Evo-

quons encore ces quelques pages où il se livre à une "dialectique de la télévision pure", où il confronte les arguments des défenseurs et des détracteurs de la télévision sur la question de savoir si cette dernière favorise le débat démocratique, si elle élargit véritablement notre horizon, si elle nous aide à mieux nous situer à la jonction d'un passé qui nous a produits et d'un avenir que nous avons à construire, si

enfin elle aide à aller vers la vérité ou s'il ne s'agit que d'une fabrique de leurres. Pas de jugement définitif sur ces questions tant on mesure qu'il y a des arguments pertinents dans les deux camps.

R. Debray évoque toutefois le risque que nous courons d'assimiler l'image et la réalité. Nous sommes victimes de l'impérialisme des choses vues et nous identifions le visible, le réel et le vrai. L'image vaut pour

preuve et elle nous interdit d'imaginer autre chose, d'envisager que le réel puisse être différent de ce qui est montré. C'est l'utopie qui disparaît.

Ce livre ne clôt pas le débat. Il l'ouvre au contraire et il nous donne à penser. Il nous aide à mieux prendre la mesure des changements dont nous sommes témoins et de leurs conséquences. A nous de le prolonger.

Louis GEHIN – Jean-Claude POITOU

Des voitures et des hommes - Les vingt ans de Renault-Sandouville

L'usine Renault de Sandouville, près du Havre, a commémoré en 1984 ses vingt ans d'existence. De quoi est fait le vécu quotidien de ces mille hommes et femmes qui ont pour profession de fabriquer cet objet quelque peu mythique de notre monde moderne ? Quelles sont leurs préoccupations, leurs angoisses, leurs aspirations, à l'heure où les robots s'installent dans les ateliers ?

Ce livre a été réalisé à partir des interviews recueillies par Louis Gehin, prêtre de la MDF, qui a travaillé à Sandouville depuis 1966.

Jean TOUSSAINT



Stan ROUGIER – *Nomade éternel*

Stan ROUGIER

**Nomade
Éternel**

— Editions STOCK —

Infatigable Stan ! il a, sans doute, parcouru les cinq parties du monde en auto-stop.

La diversité des cultures ne l'émeut pas ; elle l'enthousiasme. Il en retient les traits les plus savoureux. Mais, en Afrique, dans les Asies (Inde, Chine, etc.) dans les divers pays d'Amérique latine le voilà surtout en dialogue avec les diverses religions, et avec leurs variétés : il cite ses dialogues avec les évêques, les bonzes, les pasteurs. Je ne connais pas d'autre livre qui nous fasse approcher d'aussi près le fond le meilleur de chaque religion rencontrée ! A ce titre c'est un livre qui tombe à point.

Jean VINATIER